



« Élever à la dignité d'hommes tous les individus de l'espèce humaine. » Lazare Carnot

## SOCIALISTES, REVEILLEZ-VOUS !

Jacques Cheminade  
 Paris

La situation politique est désastreuse. Parrainé par ses amis de l'oligarchie financière et leurs médias, Nicolas Sarkozy s'est emparé de la France. Le désastre n'est cependant pas un désastre français. Il s'agit d'un désastre mondial. Nous devons donc mobiliser toutes nos énergies pour déjouer les manoeuvres de Nicolas Sarkozy mais surtout articuler notre politique intérieure avec un projet de politique internationale aux dimensions de l'effondrement économique, de la désintégration financière et de la dislocation sociale que le monde subit. Or que fait le Parti socialiste ? Il n'est pas en ordre de marche, comme le répète François Hollande, mais il a passé la marche arrière. La confusion des sentiments, des courants et des ambitions n'aboutit qu'à l'espoir d'empêcher Nicolas Sarkozy d'obtenir une large majorité aux élections législatives. De tels espoirs sont mortifères

car ils n'ont jamais fait rêver ni vivre personne.

Ce qu'il faut à la gauche, c'est sortir du verbiage et des schémas pour passer à la réalité qui les engendre : établir d'où vient le désastre et entamer le combat pour faire face. C'est surtout rejeter une mentalité autodestructrice de perdant.

En ne prenant pas en compte les enjeux internationaux, en surenchérissant sur l'administration Bush-Cheney en ce qui concerne l'Iran, en ne comprenant pas le lien entre développement du nucléaire, vraie croissance physique et justice sociale, en demeurant attachée à la realpolitik mitterrandienne, Ségolène Royal a embourbé une campagne qui avait pour mérite de remettre en cause la tutelle des éléphants. Il ne faudrait pas que les législatives soient l'occasion de leur retour. Au contraire, nous espérons que la brèche ouverte par Ségolène apportera l'air frais du ressourcement dont le parti a besoin pour redevenir celui de Jaurès et de la Résistance.

Alors, tout redeviendrait possible.

Imaginons que ses dirigeants expliquent qu'un nouvel ordre financier et monétaire international, s'appuyant sur le développement de l'Eurasie, de Paris à Pékin, est la seule voie pour échapper à l'effondrement et enclencher une logique anti-guerre par le développement mutuel. Imaginons qu'ils apportent tout leur soutien à ceux qui veulent tracer de nouvelles routes de la soie et construire un tunnel sous le détroit de Béring, unissant l'espace eurasiatique aux Amériques. Imaginons qu'ils dénoncent la politique de l'administration Bush-Cheney en montrant qu'elle mène aujourd'hui à la guerre et en désignant Nicolas Sarkozy comme leur complice.

Imaginons qu'à partir d'une nouvelle politique de Pont terrestre eurasiatique, prenant avantage des déclarations de Poutine en faveur d'une politique rooseveltienne de grands travaux, les socialistes proposent un plan de paix pour toute l'Asie du Sud-Ouest, stabilisant Israël et la Palestine par un développement mutuel.

↳ Suite page 2



Le sommeil de la raison engendre des monstres. (Goya)

## Contre l'administration Bush/Cheney Quatre puissances pour arrêter une guerre mondiale

**Le départ du vice-président américain Dick Cheney est, et reste, un impératif pour créer les conditions de la paix et un nouvel ordre économique international plus juste.**

Lorsque les élus démocrates américains ont capitulé face au vice-président Dick Cheney, en acceptant de supprimer de la loi sur le financement des opérations militaires en Irak toute mention d'un retrait des troupes, ils n'étaient pas nécessairement conscients que leur couardise allait rapprocher l'ensemble de la planète d'une nouvelle guerre mondiale. Cependant, même s'ils ne se rendaient pas compte des conséquences de leur action, le fait est que le monde est effectivement plus près d'une situation de « guerre permanente » qu'à tout autre moment depuis la mort du président américain Franklin Roosevelt en avril 1945.

Commentant sans indulgence cette décision, Lyndon LaRouche a déclaré qu'en refusant d'engager une procédure de destitution à l'encontre de Dick Cheney, « la direction démocrate a perdu la confiance de sa propre base politique et refuse de prendre les seules mesures qui lui permettraient de la regagner. On ne peut pas mobiliser l'opinion publique sans mobiliser la base du Parti démocrate ». La destitution du vice-président est, selon

LaRouche, « la principale préoccupation des Américains en ce moment. Toute la politique américaine est centrée sur le départ de Cheney ». En mobilisant la base démocrate autour d'une campagne de destitution, LaRouche estime qu'on créerait les conditions politiques dans lesquelles un grand nombre de républicains se joindraient à cet effort – assurant le départ du vice-Président avant la fin 2007.

### CONTEXTE STRATÉGIQUE

Pour bien situer la bataille pour la destitution de Cheney et la menace d'une nouvelle guerre mondiale, il est utile de rappeler quelques-unes des principales caractéristiques de la situation globale actuelle.

Tout d'abord, tout le système financier mis en place après la dissolution de celui de Bretton Woods est au bout du rouleau. Aucune réforme du système à taux de change flottants ne peut fonctionner. Bien que l'ancien président de la Réserve fédérale Alan Greenspan ait réussi à « reporter l'inévitable » depuis octobre 1987, en ayant recours à une politique hyperinflationniste (un « mur d'argent »), qui pourra peut-être repousser encore quelque temps l'échéance, la perspective de maintenir le système intact durant les douze mois à venir est, pour le moins, sombre.

↳ Suite page 10



### L'ÉDITORIAL DE JACQUES CHEMINADE

#### Education du sentiment

La victoire de Nicolas Sarkozy aux élections présidentielles, suivie de l'« ouverture » à laquelle il a procédé, offre l'apparence d'une situation sous contrôle quasi-total de la « droite décomplexée ». Le défaitisme du Parti socialiste accroît cette impression : François Hollande veut « éviter que la droite soit trop majoritaire », Dominique Strauss-Kahn plaide pour « une défaite pas trop cuisante », Ségolène Royal n'exclurait pas une cohabitation – dont l'usage a perverti nos institutions – et Laurent Fabius émerge sous un énième avatar, « moins gauchiste, plus rassembleur ». C'est cette politique suicidaire de l'opposition qui entretient l'illusion d'une majorité forte.

Les mois et les années à venir démontreront combien les uns et les autres se trompent. D'une part, la désintégration financière et monétaire internationale, la dislocation sociale et le développement – si rien n'est fait pour en arrêter la logique – de guerres asymétriques rendront caducs les calculs et les manoeuvres de ce printemps finissant. D'autre part, en France même, après les mots viendront les choses : la vie chère qui continue, l'enrichissement des riches et l'appauvrissement des pauvres, les mesures (successions, bouclier fiscal...) en faveur des privilégiés. Le talent de bonimenteur et de joggueur du nouveau Président – et la chaise vide de l'opposition – ne suffiront plus à entretenir le mensonge.

Cela signifie quoi ? Que les choses s'amélioreront par elles-mêmes ? Sûrement pas. Au contraire, sa logique, si aucune alternative n'est défendue, conduit

le régime à évoluer vers un empire autoritaire, après l'empire libéral par lequel il a commencé. Napoléon III, mais à l'envers. Dans les conditions du XXI<sup>e</sup> siècle, sans sursaut, il faut le dire clairement : la porte ouvre sur le fascisme, comme instrument du maintien au pouvoir de ceux qui contrôlent les rentes et les bulles financières. Un fascisme, même si par rapport au précédent, qui violait les masses, celui qui nous menace désensibilise les individus pour les réduire à l'état de zombies semblables à ceux du *Meilleur des mondes*, comme la sous-culture en place (jeux vidéos, violence, sexe marchandise et fascination de l'image) en a tracé la voie. C'est en ce sens que l'exclusion auto-destructrice des individus succède à l'exploitation des élans collectifs – le terreau commun étant l'induction de la peur.

Pour échapper au piège, il faut organiser le sursaut. Avec un projet qui fixe l'horizon. Car c'est la participation à un projet pour sortir du dilemme qui redonnera à chacun sa capacité de créer en brisant les limites, dans un environnement social plus fondamental et attaché à la beauté de la découverte et de la transmission de la découverte en commun. Face à la laideur prédatrice du rapport de forces sans complexes, que promeut et étale le sarkozysme et qui préfigure un Etat fondé sur le maintien de l'ordre pour l'ordre, c'est l'éducation du sentiment par l'oeuvre accomplie qui est la priorité politique de l'époque. C'est la nôtre, avec notre mouvement de jeunes.

#### DANS CE NUMÉRO

SANTÉ	CARACTÈRE LIBÉRAL FINANCIER : INNÉ OU ACQUIS ?	6
EUROPE	LAROCHE INVITÉ À L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE RUSSIE	7
CULTURE	CERVANTES AURAIT ÉTÉ IMPRESSIONNÉ	8
FINANCE	CHRYSLER CONDAMNÉ À SON TOUR PAR LES FONDS SPÉCULATIFS	9
ETATS-UNIS	LE LYM CONVAINC LES DÉMOCRATES DU MASSACHUSETTS	10

## Premier gouvernement Sarkozy

## Puissances d'argent, jet-setteurs et Judas

Paris, le 18 mai 2007 – Au cours de son séjour maltais, Nicolas Sarkozy avait déclaré : « Il faut beaucoup de Vincent Bolloré, beaucoup de Martin Bouygues, beaucoup de Bernard Arnault, beaucoup de François Pinault à la France ». Salle Gaveau, après le premier tour de l'élection présidentielle, il nous avait dit qu'il protégerait les Français victimes d'injustices sociales avant de gagner, après le deuxième tour, le Fouquet's du roi des casinos puis le yacht de son ami milliardaire. Son gouvernement porte l'empreinte de cet état d'esprit : émanation de l'oligarchie financière, il arbore l'étiquette de dame patronnesse pour épater la galerie.

Il ne saurait cependant cacher la vérité, exposée par ses propres amis, comme Thierry Wolton dans *Le Figaro* du 7 mai : « Avec l'élection de Nicolas Sarkozy, la France amorce un tournant néo-conservateur de la même nature que celui qu'ont connu en leur temps la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher, l'Amérique de Ronald Reagan, l'Espagne de José Maria Aznar ou encore l'Italie de Silvio Berlusconi ». Ce dernier se proclame d'ailleurs l'inspirateur de son ami français, tandis que l'ex néo-fasciste Gianfranco Fini lui tresse des lauriers. La réalité est que le gouvernement Sarkozy est en

rupture avec l'histoire de l'Etat-nation France et les politiques suivies depuis la victoire contre le nazisme. Le soutien que lui ont apporté tour à tour le néoconservateur américain Richard Perle – « il nous débarrasse de l'obsession gaulliste de se démarquer des Etats Unis » –, le banquier Félix Rohatyn et Tony Blair en sont la meilleure preuve. Le rôle d'Antoine Bernheim, le vieux lion de Lazard Frères et de la compagnie d'assurances Generali, qui entretient avec le nouveau président de la République un lien quasi paternel, explicite s'il le fallait davantage la sponsorisation et le coaching de la synarchie financière.

Nous utilisons ces deux mots français pour illustrer le côté jet-setteur mondialiste de l'aventure. Voici un Président nouvellement élu sortant du Fouquet's encadré par son personnel, en jeans et blazer sport, et plus tard son Premier ministre allant le voir en baskets et en short. Nous avions eu, avec M. Giscard d'Estaing, devine qui vient dîner, c'est désormais devine avec qui je vais jogger ou yacht-clubber. La dignité de la fonction s'évanouit, puis que la France est devenue une filiale du mondialisme financier.

Bercy se trouve redécoupé, avec un ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique : la

« logique » ultra-libérale est de réduire les dépenses publiques à ce qui est nécessaire à la survie de l'Etat, tout le reste et surtout le plus rentable se trouvant remis au privé. Cette logique de comptable sacrifie l'équipement à long terme à une rentabilité à court terme, celle qui a permis la fortune de MM. Bouygues, Bolloré, Arnault et Pinault, et détruit le pouvoir d'achat de 75 % du reste de la population. « Travailler plus pour gagner plus » revient ainsi à enrichir les spéculateurs, les marchands de services et les bénéficiaires de commandes publiques. A noter que la majorité des fonctionnaires actuels du ministère de l'Economie et des Finances se trouvera rattachée à ce ministère des restrictions, alors que le nouveau ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi aidera de son côté à organiser le dispositif du privé créé grâce à l'autre.

A cette logique financière correspond une politique internationale servant ses promoteurs. Bernard Kouchner, le nouveau ministre des Affaires Etrangères, est un pseudo « homme de gauche » qui a soutenu la guerre de l'administration Bush-Cheney contre l'Irak. Il sera encadré par Jean-David Levitte, l'homme qui rétablit le contact avec l'administration Bush après le veto opposé par Jacques

Chirac et Dominique de Villepin à cette même aventure américaine en Irak. Un secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Jean-Pierre Jouyet, se trouvera chargé de faire avaler aux Français le mini-traité européen que Nicolas Sarkozy veut faire voter à un Parlement qu'il espère à sa botte pour annuler le « non » du peuple français de mai 2005.

Lami de trente ans de Nicolas Sarkozy, Brice Hortefeux, a obtenu le ministère pour le moins controversé de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Co-développement. Il pourra ainsi s'occuper directement de l'Afrique, pour le compte de son patron, et sans doute y déceler de jeunes talents.

Bref, l'on pourrait ainsi continuer au risque de devenir fastidieux. Mentionnons simplement les deux Judas, ou plutôt traîtres de comédie, que sont Hervé Morin, l'ami de François Bayrou, devenu ministre de la Défense, et l'illustre Eric Besson, secrétaire d'Etat chargé de la Prospective et de l'évaluation des politiques publiques, poste auquel l'ont sans doute préparé ses anciennes fonctions chez Vivendi.

Au moment où le processus menant à la destitution du vice-président Cheney se met en place aux Etats-Unis, inspiré et guidé par mes amis améri-

cains, et où s'établit une coopération économique entre la Russie, l'Inde et la Chine, le gouvernement Sarkozy ôte à la France tout pouvoir d'intervention indépendante. Il est, au sens propre du terme, et sans jouer avec les poulets dont il s'entoure, un gouvernement croupion.

Cette farce politique, entre judas, hommes d'affaires, vedettes du show-biz et jet-setteurs, est donc une véritable tragédie.

J'ai défini ce que notre mouvement politique entend faire. Non se positionner au sein du système, comme le font les autres, mais définir un projet pour en sortir. Un projet et non un programme, c'est-à-dire une orientation susceptible d'inspirer et de catalyser un ensemble de forces attachées à la justice sociale, à la création humaine et à son expression économique, à l'opposé de la logique prédatrice du profit à court terme qui dégenère en guerre de tous contre tous.

Pierre Mendès-France demandait à propos des interlocuteurs qu'il connaissait peu : « Est-ce un homme d'honneur ? ». C'est la question que ce gouvernement amène à se poser, pour inspirer une nouvelle Résistance face à l'occupation financière et contre-culturelle de notre pays.

Jacques Cheminade

## ... SOCIALISTES, REVEILLEZ-VOUS !

Suite de la page 1 >

Imaginons l'enthousiasme suscité par une telle approche lorsqu'ils montreraient que par elle, par son financement audacieux, les conditions indispensables à une politique de justice sociale en France même seraient créées, renversant le choix de la rigueur autodestructrice effec-

tué en 1983. Imaginer cela, c'est prendre le taureau là où sont ses cornes et être réellement réaliste. Chercher au contraire à limiter les conditions de la défaite, ce n'est pas être réaliste, c'est être impuissant.

Le financement ? Ah, répondra-t-on, mais la France est trop endettée ! Ce n'est pas vrai : notre dette est pour moitié une dette entre Français, et notre taux d'épargne dépasse 15 %, alors que celui des Etats-Unis est négatif et celui de la Grande-Bretagne bien plus bas. Mais ce n'est pas là l'essentiel. L'essentiel est que seule la réouverture des guichets d'un crédit productif public, accompagnée d'une politique internationale fondée sur des taux de change stables, avec un contrôle de l'orientation des flux de capitaux, est capable de financer le développement de l'Europe et de l'Asie à l'échelle voulue, non pour que l'Asie prenne nos marchés, mais pour que soient créées les conditions d'un développement mutuel, avec des marchés organisés et intelligemment protégés. C'est interdit par Maastricht et par le fonctionnement de la Banque centrale européenne ? C'est précisément cela qu'il faut changer, pour que toute l'Europe arrête de se faire harakiri et de dégénérer dans un conglomérat d'Etats ingouvernables, ayant livré leur souveraineté nationale au féodalisme financier. Le système financier et monétaire international doit être réorganisé pour arrêter les spéculations prédatrices. Les socialistes doivent proposer que la France mette ce défi sur la table du monde.

Il faut faire vite, donner l'impulsion très vite. Déjà, l'industrie automobile américaine se trouve détruite, et ce sera demain le sort de la nôtre si nous ne faisons rien. Les cadences infernales de M.Ghosh ne sont en rien une solution : les suicides de Renault-Guyancourt sont le premier signe de ce à quoi aboutit une « rationalisation financière ». Déjà, nos cliniques sont achetées par des fonds d'investissement et de pension qui entendent les rationaliser, c'est-à-dire traiter les maladies les plus chères des malades

les plus riches. Il y aurait beaucoup d'autres « déjà » à mentionner ici. Cependant, l'essentiel est qu'avec l'environnement du crédit productif public, qui suppose aussi le retour de l'Etat avec un Plan (les oreilles et les yeux) et une banque nationale (les bras et les jambes), il faut montrer comment on peut inverser les politiques de Nicolas Sarkozy, dont les « réformes » ne profitent qu'aux plus riches.

On pourra ainsi sauver l'Hôpital public et la Sécurité sociale, se donner une Formation professionnelle digne de ce nom et une Education nationale avec une carte scolaire pourvue réellement de moyens. Car la carte scolaire, comme la police de proximité, ont échoué faute de moyens en faveur des quartiers les plus démunis. Une justice qui soit la même pour tous, un vrai pouvoir avec les moyens pour tous d'avoir un bon avocat, ce qui suppose de multiplier par quatre l'aide juridictionnelle, doubler le nombre d'inspecteurs du travail pour assurer le suivi de leurs constats, organiser une hausse des salaires dans le nouvel environnement économique productif ainsi créé : cela s'appelle la gauche, si ce mot a un sens.

C'est ce que nous entendons défendre aux assises refondatrices de la gauche, mais il faudrait se battre pour ce projet dès les législatives d'aujourd'hui. C'est ce que font nos candidats, en tant qu'éclaireurs. Car tout raisonnement en termes de positionnement, avec ou sans le centre, avec ou sans la gauche de la gauche, est stérile et exclut qu'on parvienne à une majorité d'idées. Il faut se battre avec un projet traitant les vraies causes des choses. Le gouvernement des riches, par les riches et pour les riches que nous nous sommes donné est destructeur ; il faut un projet pour rétablir le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. En haussant le ton. Car c'est le seul moyen de retrouver l'estime de nous-mêmes et de nous réapproprier notre pays.

Jacques Cheminade

*Le Républicain Lorrain*  
16 mai 2007 édition Sarrebourg (extraits)  
LAURENT SIMON :

de Clichy à Roosevelt via de Gaulle

« Ils sont six candidats de Solidarité et Progrès, le parti de Jacques Cheminade à se présenter aux législatives dans toute la France. Laurent Simon, 27 ans, débarque entre Sarrebourg et Château-Salins. (...) »

Parachuté ? Oui et non. Laurent Simon est candidat aux législatives dans la circonscription de Sarrebourg/Château-Salins, bien qu'il n'y possède aucune attache. (...) pour autant, le jeune homme ne se contente pas d'envoyer des affiches par le train, il est bien présent sur le terrain (...). Voilà une différence notable avec d'autres de ses adversaires venus également d'autres horizons.

Solidarité et Progrès, explique-t-il, est « un mouvement international ayant une branche au parti démocrate américain. En France, trois courants peuvent représenter ce qu'on veut faire : le socialisme de Jaurès, plus au niveau culturel qu'économique, le volontarisme de De Gaulle et la doctrine sociale de l'Eglise. » Ses références sont l'économiste américain LaRouche et Jacques Cheminade, candidat aux présidentielles de 1995, un militant, ajoute-t-il. (...)

Gauche ou droite, tel n'est pas fondamentalement son problème, même s'il concède plutôt une étiquette « divers gauche ». (...) Il offre un constat : « Depuis trente ans, la déréglementation économique détruit les infrastructures ». Et offre une solution : « La relance d'une politique ambitieuse de grands travaux ». Il appelle de ses vœux un New Deal à la française, ou européen, faisant remarquer : « L'Europe consacre 8 milliards pour les grands travaux, ce n'est même pas le coût du TGV Lyon-Turin ! » (...)

Laurent Simon (...) sera présent, réellement, quitte à loger dans des auberges de jeunesse avec son camarade Gérard Chenu, candidat à Nancy Est. « Le but est de faire renouer les gens avec un sens des idées et une capacité à agir citoyennement ». (...) Mais assurant « être jeune et n'avoir donc rien à perdre... autant être utile ». « La Lorraine possède une tradition industrielle, de résistance aussi et a un caractère biculturel » qui lui permettent d'espérer instaurer un dialogue. (...) Reste que les récents résultats aux élections ne lui facilitent pas la tâche. Sarkozy président de la République ne lui inspire rien de bon. « L'exception française, le Gaullisme, a plus que jamais de chances de disparaître, estime-t-il. (...) »

Olivier Simon

**Abonnez-vous !** Depuis 1974, NOUVELLE SOLIDARITÉ, bimensuel sans publicité diffusé exclusivement par vente militante et sur abonnement, offre un outil d'analyse et de proposition au public francophone décidé à s'associer à un mouvement politique et philosophique international de résistance agissant sur plusieurs continents. En France, NOUVELLE SOLIDARITÉ est publié par Solidarité et Progrès, parti politique constitué sous forme d'association selon la loi de 1901, qui combat les diklats de l'oligarchie financière et vise à remettre l'économie au service de la création humaine.

**PAR PRÉLÈVEMENTS MENSUELS**  
Abonnement de soutien : 15 €/mois - Abonnement simple : 5 €/mois (Veuillez nous contacter)

**PAR RÈGLEMENT IMMÉDIAT**  
Parrainage : 250 € - Soutien : 100 € - 1 an : 64 € (Hors UE : 91 €) - 6 mois : 35 € (Hors UE : 48 €) (Chèque à l'ordre de Solidarité et Progrès)

**NOUVELLE SOLIDARITÉ EN LIGNE**  
1 an tous pays : 40 € (Consultez notre site [www.solidariteetprogres.org](http://www.solidariteetprogres.org))

Solidarité et progrès, 12 rue Fernand Pelloutier  
92110 Clichy-la-Garenne - tél. 01 76 69 14 50 Postmaster@solidariteetprogres.org

DANS LA PRESSE

**Nouvelle Solidarité**

Bimensuel de la France républicaine  
[www.solidariteetprogres.org](http://www.solidariteetprogres.org)  
postmaster@solidariteetprogres.org

**PARIS**

Solidarité & Progrès  
12, rue Fernand Pelloutier 92110 Clichy  
Tél. : 01 76 69 14 50  
Fax : 01 47 39 05 80

**RHÔNE-ALPES**

Solidarité & Progrès  
B.P. 1049 - 69201 Lyon Cedex 01  
Tél. : 06 20 88 97 32  
solidariteetprogres.ra@free.fr

**BRETAGNE**

M.B.E. 163 39 bd de la Liberté  
35000 Rennes  
Tél. : 06 28 75 06 83 / 06 28 75 06 75  
solidariteetprogres35@hotmail.com

**CANADA**

Comité pour la République du Canada  
Caucus Distributeurs Inc.  
B.P. : 3011 Succ. Youville, Montréal,  
Q.C. H2P-2Y8 CANADA  
Tél. : 514 855 1699/1739  
Fax : 514 855 0890  
ecrivez@comiterepubliquecanada.ca  
<http://comiterepubliquecanada.ca>

Dir. de publication : Karel Vereycken  
Rédactrice en chef : Christine Bierre  
Publié par Solidarité et Progrès  
12, rue Fernand Pelloutier 92110 Clichy  
Dépôt légal à parution  
Commission paritaire N° 0308 P 11222  
ISSN 0339-5936  
Diffusion électronique

# Solidarité et Progrès en campagne

Elodie Viennot  
LYM, Paris

**O**n ne sait parfois comment qualifier la nuit qui s'abat sur notre pays. Entre un « gouvernement » qui, parmi d'autres, provoque le géant russe et menace l'Iran, et une « opposition » qui a tout prévu pour perdre, ces élections législatives font, pour le moins, très mal au ventre. Saisis de peur, ô combien se mentent à eux-mêmes : « De toute façon il a été élu. Et puis peut-être que ce ne sera pas aussi mauvais qu'on le disait. Il faut lui laisser sa chance. »

## RELEVER LE NIVEAU

Le 23 mai, Emmanuel Kapela a participé à un débat organisé par *Le Progrès* de Lyon, avec tous les autres candidats. Il faut dire que tout le monde, candidats comme électeurs, s'est plaint du niveau des questions des journalistes.

Kapela, déjà connu par son engagement associatif, en particulier pour la République du Congo, et par son emploi de professeur de physique et de maths dans plusieurs établissements, a provoqué des réactions à chacune de ses déclarations, qui sortaient totalement du lot. La salle l'a applaudi quand, prenant la parole juste après le candidat des Verts, il dénonça la politique de lutte contre le réchauffement climatique d'Al Gore et d'autres, comme servant la volonté d'imposer un apartheid aux pays du Sud, et qu'au contraire il valait mieux laisser aux générations futures un nucléaire développé pour l'énergie, les ressources et la médecine, que des moulins à vent !

Il eut aussi l'occasion de renvoyer dans ses buts le candidat de l'UMP quand celui-ci essaya de récupérer l'intérêt suscité par ses projets pour relancer la croissance, exposant la démagogie de ses propos repris de Sarkozy, « travailler plus pour gagner plus ». A la sortie, énormément de discussions suivirent, notamment avec des élus de la ville, qui veulent poursuivre une action commune.

## LE TERRAIN À NOUS SEULS, CONNUS ET RECONNUS

Très souvent, nous sommes absolument les seuls à faire réellement campagne. Que ce soit sur le pavé, dans les couloirs des immeubles ou dans les allées des villages, en dehors des marchés, nous ne croisons jamais d'autres militants. Du coup, à Villeurbanne, par exemple, ville très dense, tout le monde a remarqué « ce petit groupe de jeunes qui va partout ».

En campagne dans les rues de Sarrebourg, petite ville lorraine où les nouvelles vont très vite, Laurent Simon rencontra une personne sur deux qui avait déjà une petite idée de son combat, grâce au *Républicain lorrain*, le journal local qui avait publié son interview en deuxième page. Alors qu'un des jeunes en campagne avec lui s'achetait un kebab, le cuisinier s'empressa de lui dire qu'il avait lu la profession de

et ils sont beaucoup plus combatifs et politiques que là où ils sont majoritaires !

## NOUS NUIRE OU NOUS AIDER ?

Il nous est à maintes reprises arrivé de devoir faire face à une hystérie redoutable à cause du titre de notre affiche « Non à la France Sarko-maso ! » Mais il se trouve que parfois, ces situations étranges permettaient à d'autres d'y voir un peu plus clair... Un jeune ayant voté pour Sarkozy, voyant une femme totalement enragée tenter d'arracher l'affiche et même d'en venir aux mains, commença à sérieusement s'interroger sur ce qui attirait les gens vers Sarkozy.

A Rennes, le groupuscule d'agita-



Six campagnes, toutes sur le tracé du Pont terrestre eurasiatique : de la Bretagne au bassin du Rhône, en passant par l'Île-de-France et la Lorraine, les candidats de S&P ont entrepris de relever l'honneur de ce qu'on finit même par appeler « la politique ».

qu'un qui avait reçu la déclaration de Jacques Cheminade du 6 mai (« La France a perdu une bataille, nous gagnerons la guerre ! ») et qui voulait absolument nous revoir.

En Bretagne, une réunion de notre mouvement de jeunes réunit 14 personnes, dont la majorité étaient de nouvelles venues, beaucoup accompagnées d'amis. De plus en plus, des groupes se constituent sur la base

Charzat, député-maire sortant et candidat socialiste « dissident » à Paris, dans le XX<sup>e</sup>, confirmant bien connaître notre bataille et avoir suivi les actions de Jacques Cheminade et de Lyndon LaRouche, qualifia ce que nous faisons d'« original et stratégique »... Peu après, nos affiches côtoyant les siennes, quelques policiers municipaux nous prièrent de plier notre table de cam-



Avec Solidarité et Progrès, la résignation n'est pas au programme.



Des affiches qui ne laissent pas indifférent. Déjà, lors de la législative de 2005, Fred Bayle du LYM passa de longs moments au poste de police de Neuilly pour avoir collé son affiche sur les panneaux officiels.



« Je peux avoir l'affiche qui est dans le coffre ? » demande une jeune fille à ceux qui collent pour Daniel Menuet dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris. « Waouh !... Mais c'est le New Deal ! ? », s'exclame-t-on à Théo Génot, remplaçant de Jenny Beuve à Créteil, lors de l'examen des documents de « propagande » à la préfecture... Avec cette affiche, l'histoire est revenue dans le présent.

foi de notre candidat et qu'il trouvait ses idées vraiment pas mal !

Dans cette circonscription plutôt de droite, les gens de gauche sont ceux qui résistent au raz-de-marée ;

teurs d'« ultra-gauche » qui avait cassé des vitrines une fois confirmée l'élection de Sarkozy, est celui qui n'avait strictement rien fait pour empêcher qu'il soit élu. Les gens de gauche ont bien vu qu'il s'agissait des mêmes qui avaient fait capoter les manifestations contre le CPE en bloquant l'arrivée des trains !

## CAFÉS

A l'improviste ou avec à peine quelques jours d'avance, nous avons organisé des réunions de café, comme celle de Nancy qui rassembla 12 personnes, ou celle du XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris qui en rassembla 8, dont la plupart venaient de nous rencontrer soit dans la rue, soit par du porte-à-porte. Suite à la réunion de Daniel Menuet, certains étaient impatients de faire campagne avec lui dès le lendemain matin !

Dans la rue, à un stand de campagne, ils rencontrèrent d'ailleurs quel-

d'une volonté d'intervenir, de « faire quelque chose. »

## MÊME À LA PRÉFECTURE...

De simples démarches administratives, comme l'inscription de la candidature en préfecture, prennent parfois une tournure inhabituelle. A Rennes, Alexandre Noury, le remplaçant, reconnaît dans la file d'attente la vice-présidente du Conseil régional de Bretagne, également candidate pour le Parti radical de gauche, et la discussion s'enclenche, avec beaucoup d'intérêt. En partant, ils aperçoivent le candidat des Verts en train de lire le « Projet » de Jacques Cheminade, avant de tomber sur un conseiller général qui avait signé pour lui en 1995 !

## ROGNE

Cette ouverture ne passe d'ailleurs pas inaperçue. Michel

pagne, sous prétexte que nous n'avions pas d'autorisation (alors que c'était pourtant le cas). Ils n'eurent aucun scrupule à nous expliquer que c'était le maire lui-même qui les avait envoyés...

En frappant aux portes dans le quartier, nous sommes tombés sur une connaissance du candidat de l'UMP (Raoul-Marc Delamarre) ! Convaincu que la crise du système financier international serait bien pire que celle de 1929, car l'argent circulant n'a plus de référence physique, il affirma cependant que nous ne pouvions rien y changer et que cet état des choses mènerait à des gouvernements durs de type fasciste. « Cheminade ne peut rien faire ! Vous êtes trop peu nombreux et vous dérangez, pourquoi croyez-vous que Cheminade s'est fait saisir son compte de campagne et qu'il n'a pas eu ses parrainages ? On est encore dans un pays où on ne peut pas assassiner les gens comme ça, alors on l'élimine politiquement ! »

## Le Progrès de Lyon (24 mai 2007) EMMANUEL KAPELA

DANS LA PRESSE



# ROMPONS LE CERCLE DE LA CORRUPTION FINANCIÈRE

GÉRARD CHENU - SUPPLÉANTE : NAJAT CHAOUCH

2<sup>ÈME</sup> CIRCONSCRIPTION DE MEURTHE-ET-MOSELLE (ST MAX / VANDOEUVRE)

ÉCRIVEZ AU CANDIDAT : gerchenu@free.fr



Chères concitoyennes, chers concitoyens, En sollicitant vos voix, je m'engage à me battre pour arrêter un processus qui vise à faire à la France tout entière ce qui a été fait à la Lorraine dans les années 70 et 80. A la recherche des plus grands profits, le capital financier a désindustrialisé la Lorraine et plongé notre région dans le chômage et la précarité. La même logique est appliquée aujourd'hui à l'Europe.

Nous devons agir vite pour remplacer cette logique prédatrice par une politique où prime l'intérêt de notre pays à long terme, le bien-être des populations actuelles et des générations futures. Pour cela, il faut réduire le pouvoir de la finance qui corrompt non seulement les élites mais de plus en plus de nos concitoyens, et réorienter, grâce au pouvoir de l'Etat retrouvé, l'investissement vers des projets à long terme, nécessaires à la collectivité nationale, dans la recherche, les technologies avancées et les grands chantiers d'infrastructures du futur. C'est seulement une telle orientation qui nous permettra de retrouver le plein emploi.

L'élection présidentielle n'a rien

résolu. Nos concitoyens ont voté Sarkozy, faute de mieux, Ségolène Royal faute de mieux, Bayrou, faute de mieux ! Aucun n'a remis en cause la mondialisation financière qui ruine nos pays, aucun n'a remis en cause l'Europe actuelle à laquelle une majorité de Français ont dit non. Cette fois-ci, je vous propose de voter pour un projet à la fois plus ambitieux et plus juste.

La mise en service du merveilleux TGVST s'accompagne, malheureusement, d'une politique de prix ségrégationniste rejetant les personnes à revenus modestes ou faibles. Je me battraï pour que le prix de l'aller-retour Nancy-Paris soit diminué de moitié, et plus encore pour les voyages en famille. Un réseau ferré régional plus dense doit permettre de se déplacer sans risques, sans polluer et sans amendes. L'aménagement des canaux reliant le Rhin, le Rhône, la Saône, la Marne, la Seine pour accueillir les grands gabarits et relier les mers, dont je compte faire une priorité, désengorgera routes et autoroutes du transport de marchandises.

Je me battraï aussi pour que la gestion de l'eau soit redonnée aux

collectivités locales, la libéralisation ayant fait doubler, voire tripler le prix de l'eau dont le traitement et la distribution sont actuellement confiés au monopole de deux multinationales.

L'énergie pour le traitement ou le dessalement de l'eau de mer, ainsi que pour impulser la filière hydrogène/pile à combustible/moteurs électriques devant remplacer les moteurs à explosion si polluants, doit venir de nos centrales nucléaires. Nous ne devons pas les démonter mais, au contraire, les renforcer et les sécuriser en y interdisant le travail intérimaire, et en équipant les nouvelles centrales des réacteurs sûrs et autorégulés de la 4<sup>e</sup> génération.

La pré-condition pour nous engager dans ces projets est de rétablir notre souveraineté économique et politique, perdue avec le traité de Maastricht. Il nous faut une banque nationale émettant du crédit public à taux réduit pour de grands projets d'infrastructures, sous la responsabilité de l'Etat. L'Europe devra impulser des projets à l'échelle eurasiatique dont la Russie, la Chine ou l'Inde sont demandeurs. En même temps, mettons fin au pillage de l'Afrique et jetons les bases d'une

paix juste et durable au Moyen-Orient et en Eurasie par le développement mutuel. Nous refusons aussi le pari du duo banques centrales/bancassurances qui se livrent au jeu incessant des fusions-acquisitions, détruisant des centaines de milliers d'emplois qualifiés industriels et productifs. Les « libéraux » exigent le remboursement rapide de la dette en vendant le patrimoine et les entreprises nationales, en réduisant les dépenses sociales et publiques, sacrifiant les jeunes générations et abandonnant les anciennes, plongeant le pays dans une spirale destructrice. Au contraire, seule une politique d'investissement fort dans ces grands projets permettra de générer la croissance nécessaire au remboursement de la dette.

Comme médecin, j'agirai pour que la baisse de l'offre de soins soit inversée par la formation de médecins plus nombreux dans les spécialités carencées, dont la médecine générale. A l'hôpital, la pratique actuelle des soins à « flux tendus », basée sur le critère de rentabilité, crée des risques importants pour les malades ; les moyens doivent être accrus et mieux coordonnés ; la tarification à l'activité

doit être remplacée par un budget refondé sur le principe des moyens nécessaires et de la solidarité. Les décisions des Agences régionales d'hospitalisation ne doivent plus être des restructurations de type industriel ! Les hôpitaux locaux doivent être renforcés en moyens humains et matériels. Le forfait hospitalier dû par le patient et la contribution d'un euro par consultation doivent être supprimés. Les médicaments que le médecin juge indispensables pour le patient doivent être remboursés à 100 %, ce qui n'est plus le cas maintenant.

Tout comme le malade est désormais « responsabilisé » à payer de plus en plus, l'homme sain est rendu « responsable » de sa propre perte s'il continue son évolution et son progrès. Délaissons ces idéologies culpabilisatrices avec lesquelles la France a été amenée à accepter l'inadmissible en juin 1940.

Mettons fin à la stratégie de tension entre les nations organisée par le gouvernement mondial des banques et ses parieurs. Recréons la diplomatie de l'avantage d'autrui pour la paix et le développement.



# DEPUIS QUE L'ARGENT « TRAVAILLE », LES GENS NE TRAVAILLENT PLUS !

DANIEL MENUET - SUPPLÉANT : DAVID CABAS

21<sup>ÈME</sup> CIRCONSCRIPTION DE PARIS (20<sup>ÈME</sup>) daniel.menuet.2007.free.fr

Depuis plus de trente ans, l'Homme se fait parasiter par une tique financière insatiable. Elle le vide peu à peu de son sang. Libre-échangiste, elle lui transmet en continu des maladies détériorant son état général de santé.

Dans un tel cas, si un médecin s'acharnait à ne soigner que les symptômes de son patient, il finirait par laisser le mal le tuer. Il devrait au contraire d'abord s'attaquer à l'origine du problème puis renforcer la santé de son patient.

Lors de cette présidentielle, nous avons pu assister aux querelles de véritables médecins de Molière, soucieux de débattre des meilleurs remèdes pour atténuer les effets de la crise, mais jamais de ses causes et des manières d'y faire face. Aucune discussion sérieuse sur les questions internationales ni économiques. Aucune discussion sur la manière d'organiser à grande échelle une politique de développement au service des gens. Le tout baignant dans un déni de la réalité (Non, il n'y a pas de tique, je ne la vois pas !), accompagné d'un pessimisme rampant. L'homme serait coupable de s'être trop endetté et d'avoir causé le réchauffement de la planète ; il devrait donc rembourser et moins se reproduire pour sauver les bulles financières des amis du Président – ceux du Fouquet's comme ceux du Paloma.

Nicolas Sarkozy nous a promis monts et merveilles pour panser nos plaies, mais rien

qui remette en cause la destruction de notre économie et de notre pays pour préserver les intérêts de la finance internationale.

## QUELLE EST DONC CETTE TIQUE QU'IL NE VEUT PAS VOIR ?

Des choix ont été faits depuis le 15 août 1971. Depuis lors, la monnaie n'a plus de lien physique (fin du système de Bretton Woods et du lien entre la monnaie et l'or), ce qui a permis des spéculations monétaires de plus en plus folles. Finalement, sous l'influence de quelques intérêts particuliers, le rôle normal de l'Etat – battre monnaie, contrôler les taux de changes et les opérations financières – a été transféré à des organismes supranationaux ne rendant aucun compte au peuple, permettant des spéculations financières débridées. Autrement dit, ce sont des privés qui s'occupent de la finance sans aucun contrôle, au détriment des besoins du peuple. Ce mal, nous le connaissons sans le nommer et nous le rejetons, le « non » à l'Europe des financiers le prouve.

## QU'Y A-T-IL DE PIRE QUE LE MAL, SINON DE S'HABITUER À VIVRE AVEC ?

Notre principal ennemi n'est pas la finance en soi, mais la soumission mentale

du citoyen à la logique destructrice du système actuel. Notre culture ne nous donne plus la capacité de juger et de raisonner, remplacée par une vie de sensations instantanées, d'images et de jeux. D'homme, nous redevons bête ou bêta !

Moi, je n'ai jamais rien compris aux potions amères que les politiques veulent nous faire avaler. Je me présente pour apporter les idées qui donnent l'espoir en l'avenir et le moyen d'éliminer cette tique.

L'espoir en l'avenir pour chacun correspond à l'assurance d'avoir ses besoins nécessaires satisfaits : énergie, transport, santé, éducation et sécurité sociale.

En répondant à cet espoir, la France doit ainsi retrouver sa mission. Reprenons le flambeau de Colbert, de Carnot et de la planification indicative gaulliste des « Trente Glorieuses » inspirée du programme du Conseil national de la Résistance de 1944, pour demain faire mieux.

Nous devons nous élever vers une société basée sur l'hydrogène et quitter nos mares de pétrole. Nous devons aider nos voisins, pour faire du développement mutuel et durable basé sur l'intérêt d'autrui. Ainsi, nous créerons un lien entre les gens, entre les peuples. Naturellement, les plus concernés par une telle vision sont les jeu-

nes et les plus démunis.

Notre mouvement international promeut activement cette démarche dans le cadre du projet de Pont terrestre eurasiatique qui permet de créer un lien physique entre les nations et donc de créer les conditions de la paix. Aux Etats-Unis, nos actions consistent à faire revivre au sein du Parti démocrate la tradition de Franklin Delano Roosevelt et à être le fer de lance de la destitution de Dick Cheney et de Georges Bush.

Notre XXe arrondissement possède la particularité d'être comme une petite Terre, grâce à la richesse de sa diversité et de sa mixité. C'est sur la base d'un dialogue entre les cultures que nous pourrions reprendre la dynamique de créer la paix par le développement dans notre arrondissement, en France et dans le Monde. Je vous propose de participer avec moi à ce défi qui consiste à jeter les bases d'un avenir pour nos enfants et donc de créer une perspective d'espoir pour tous. Pour aller plus loin : daniel.menuet.2007.free.fr

**Vous pouvez soutenir ma campagne en envoyant un don à l'ordre de : « Nicolas Sahbi mandataire de Daniel Menuet ». Adresse : S&P, 12 rue Fernand Pelloutier 92100 Clichy.**

# POURQUOI JE SUIS CANDIDAT

EMMANUEL KAPELA - SUPPLÉANT : CHRISTOPHE PAQUIEN  
6<sup>ÈME</sup> CIRCONSCRIPTION DU RHONE (VILLEURBANNE)



Villeurbannaises, Villeurbannais,

**L**e 10 juin 2007, je sollicite votre voix pour barrer la route à la politique ultra-libérale de Nicolas Sarkozy.

En effet, la suppression de postes dans la fonction publique ne peut qu'affaiblir nos services publics. Or, d'une part, c'est la qualité de nos services publics qui attire les investisseurs étrangers. D'autre part, l'Etat ne peut exercer ses missions sans être présent sur l'ensemble du territoire national, surtout dans les espaces qu'il a désertés depuis plusieurs années.

L'exonération de cotisations sociales pour les heures supplémentaires va creuser davantage le trou de la sécurité sociale. Par ailleurs, cette mesure ne favorise pas l'embauche, bien au contraire.

S'agissant de l'Europe, le mini traité de Nicolas Sarkozy constitue simplement un coup d'Etat contre le peuple souverain. Il ne faut pas oublier que celui-ci s'est prononcé en mai 2005 contre une Europe ultra-libérale, celle qui mange ses propres enfants que sont les peuples et les entreprises.

Par ailleurs, avec, à la magistrature suprême de notre pays, le néo-conservateur américain

avec un passeport français qu'est Nicolas Sarkozy (pour paraphraser un certain Eric Besson), c'est la soumission de la France au projet impérial de George Bush et Dick Cheney. Et, comme cela se précise, si les Etats-Unis se lancent dans une guerre contre l'Iran, Nicolas Sarkozy ne pourra pas s'empêcher de soutenir ses amis néoconservateurs au pouvoir à Washington.

Enfin, Nicolas Sarkozy aurait dû s'abstenir de célébrer la fin de la traite des Noirs aux côtés de Jacques Chirac. Car sa politique d'immigration choisie n'est pas autre chose qu'un esclavage déguisé qui exploitera la misère des pays du Sud.

Le 10 juin 2007, je sollicite donc le vote des Villeurbannaises et des Villeurbannais non seulement pour barrer la route à une conception oligarchique, impériale et féodale de la France mais également et surtout pour mettre notre pays sur la voie d'un réel plein emploi et d'une croissance durable. Cette voie, c'est ni plus ni moins une politique économique, sociale et culturelle inspirée de la Planification indicative du général de Gaulle et du New Deal de Franklin Roosevelt. Je m'engage à tout faire pour retrouver l'esprit du programme du

Conseil national de la Résistance, alors que la loi de la jungle actuelle est un retour au monde injuste du XIX<sup>e</sup> siècle.

Emprunter cette voie, c'est se battre pour que notre pays dispose à nouveau des instruments de sa souveraineté nationale, notamment l'émission de monnaie et les droits de douane, dont il a été spolié par l'Europe du traité de Maastricht. Jacques Chirac n'a-t-il pas avoué que « face aux marchés, on ne peut rien » ?

Emprunter cette voie, c'est également se battre au niveau international pour que la souveraineté des Etats soit assurée dans le cadre d'un nouvel accord de Bretton Woods permettant un ordre financier juste. L'ordre juste d'une Ségolène Royal mais élargi à l'échelle du globe. Avec le courage politique d'émettre du crédit public pour de grands projets européens et eurasiatiques en défiant les puissances de l'argent.

C'est ce type de politique qui petit à petit fait sortir aujourd'hui l'Argentine de Kirchner du cercle vicieux de la pauvreté et la libère du joug du FMI.

C'est une politique analogue qui permettra la construction d'une voie ferrée longue de 6000 kilomètres entre la Russie et le Canada,

avec un tunnel sous le détroit de Béring. Il s'agit là d'un maillon du Pont terrestre eurasiatique et eurafricain que nous préconisons depuis plusieurs années comme alternative à l'économie financière dominante, spéculative et prédatrice.

Si nous désirons vraiment revivre et offrir à nos enfants et petits-enfants de nouvelles « trente glorieuses », nous devons nous ressaisir et étouffer dans l'oeuf la France sarko-maso qui est en train d'éclore sous nos yeux. Il ne faudra pas, un jour, que nous mentionnions en leur disant que nous ne savions pas !

Quand on est citoyen de Villeurbanne, une cité riche de sa diversité ethnique, de ses pratiques sportives et culturelles, de ses universités, de ses entreprises innovantes et de recherche, ce combat pour la vie de chaque homme et de tous les hommes constitue une aventure non seulement passionnante mais tout aussi enrichissante à la fois individuellement et collectivement. Car c'est en surmontant les obstacles que l'homme se découvre à lui-même et aux autres.

Villeurbanne, le 7 mai 2007  
Emmanuel Ku Bukaka KAPELA

# DES GRANDS TRAVAUX ET DES IDÉES JEUNES

LAURENT SIMON - SUPPLÉANTE : AGNÈS FARKAS

4<sup>ÈME</sup> CIRCONSCRIPTION DE MOSELLE (SARREBOURG/CHATEAU-SALINS)

27 ANS, ILLUSTRATEUR, MARIÉ SANS ENFANT laurentsimon.blogspot.com



**S**i un médecin s'acharnait à ne soigner que les symptômes de son patient, il finirait par laisser la maladie le tuer. Et pourtant, nous avons pu assister, lors de cette présidentielle, aux querelles de véritables médecins de Molière, soucieux de débattre des meilleurs remèdes pour atténuer les effets de la crise, mais jamais de ses causes et des manières de les combattre. Aucune discussion sérieuse sur les questions internationales ni économiques. Aucune discussion sur la manière d'organiser à grande échelle une politique de développement au service des gens. Le tout baignant dans un pessimisme rampant, toute préoccupation pour les générations futures détournée vers le « remboursement de la dette » ou un hypothétique réchauffement du climat. A ce jeu-là, il est bien naturel que Nicolas Sarkozy, Hippocrate hypocrite, soit apparu comme le messie des temps modernes. Nous nous retrouvons sur le point d'avaloir la pilule de la désintégration économique et de la saignée sociale pour préserver les intérêts de la finance internationale.

Il est encore temps d'empêcher le démantèlement total de la société française ; encore faut-il savoir à quoi l'on doit s'attaquer.

En 40 ans, nous avons laissé se créer dans le monde un système d'argent déréglé qui ne vient plus alimenter le développement réel de l'économie, et oeuvre de ce fait à sa propre faillite. C'est ce que nous devons arrêter en priorité.

En outre, notre principal ennemi n'est pas la finance en soi, mais l'adaptation mentale du citoyen et des dirigeants à la logique destructrice du système, encouragée par une culture qui ne donne plus une capacité de juger et construire, mais crée chez les gens, et les jeunes en particulier, une fascination pour l'instantané, l'image et le jeu. Nous avons adopté dans le quotidien la loi de la jungle financière.

Pour rendre une dignité aux Hommes, il faut nous rediriger vers une politique collective fondée d'un côté sur les frontières de la connaissance, de l'autre sur l'élévation du niveau de vie et de pensée de tous. Cela demande des moyens, que nous ne pourrions débloquer qu'en bousculant profondément la règle du jeu internationale. D'abord, en se battant pour un renversement de l'orientation monétariste, impérialiste et suicidaire des Etats-unis de Bush-Cheney et de l'Europe de Maastricht (dont la politique de « rupture » de Sarkozy n'est que la continuation

logique), en proposant une refonte du système par de nouveaux accords monétaires, sur le commerce et les matières premières dans lesquels les états retrouvent leur capacité légitime à émettre du crédit public. Puis créer une Europe des projets, tournée vers l'Asie (nous devons par exemple collaborer aux grands travaux engagés par la Russie et la Chine, et en faire une dynamique de développement eurasiatique), avec pour horizon le développement du tiers-monde.

La Lorraine doit y participer : L'aménagement des canaux (Rhin-Rhône, Saône-Meuse, Saône-Marne, Seine-est) reliés aux réseaux fluviaux européens.

b. L'élaboration de réseaux ferroviaires inter-urbains, complémentaires au TGV (contrairement à la politique actuelle du TGV-est, consistant à fermer les lignes secondaires pour rentabiliser l'investissement). Le TGV-est doit être prolongé rapidement vers Strasbourg pour être relié à un réseau de transport ferroviaire transcontinental.

c. Le nucléaire est sans conteste l'énergie du futur proche, celle qui nous permettra, non seulement d'apporter l'électricité à 7 milliards d'êtres humains, mais aussi d'éradiquer la pauvreté, beaucoup de mala-

dies, de dessaler l'eau de mer pour apporter eau potable et irrigation, et visiter l'espace. Elle est aussi la seule qui permette d'aller vers l'énergie d'après : la fusion thermonucléaire. Cattenom a favorisé l'essor d'entreprises régionales spécialisées dans la technologie des lasers. Or, depuis une trentaine d'années, les pays développés ont choisi d'user du nucléaire comme d'un instrument d'hégémonie géopolitique, étouffant la dynamique technologique et industrielle qu'il pourrait entraîner pour l'ensemble de l'humanité. La Lorraine, dans le cadre d'une renaissance du nucléaire, pourrait renouer avec sa tradition industrielle et créer des milliers d'emplois qualifiants dans l'industrie des matériaux et la recherche de pointe.

d. La carbochimie ne doit pas disparaître après le démantèlement des grandes industries sidérurgiques et la fermeture des mines de charbons et de fer. Bien au contraire, la recherche du futur sera à même de transformer les éléments chimiques et permettra la continuité du développement des compétences acquises dans le secteur lorrain.

e. La santé publique ne doit pas

être vendue aux marchés financiers. Le scandale des cliniques de Nancy achetées par les hedge funds américains doit être arrêté. L'Etat doit être le garant d'une santé publique gratuite et accessible à tous dans la tradition de Pierre Laroque et du Conseil national de la Résistance de 1943.

f. Pour réussir ce vaste projet, les écoles et lycées d'où est issue la main d'oeuvre qualifiée lorraine depuis plus de 200 ans doivent être maintenus et développés dans l'axe de ces nouvelles compétences technologiques. Ainsi, l'ouvrier spécialisé, le technicien, l'ingénieur pourront participer, non seulement au développement de la région, mais aussi à l'expansion des infrastructures au niveau européen et mondial.

La France ne pourra retrouver une vraie politique industrielle, de santé publique et d'éducation qu'en reprenant le flambeau de Colbert, de Carnot et de la planification indicative gaullienne. C'est cette manière de penser que je me propose d'aider à rétablir. Sans elle, toute action nationale ou locale n'a aucun sens à moyen terme.

# Caractère libéral financier : inné ou acquis ?

Agnès Farkas  
Santé/Epidémiologie

En pleine campagne présidentielle, le 20 février 2007, Michel Onfray (philosophe sensualiste qui propose une théorie de l'hédonisme défendue dans une vingtaine d'ouvrages) débat avec le candidat Nicolas Sarkozy sur les valeurs de notre civilisation (*Philosophie Magazine*, n°8).

Au cours de l'entretien, la conversation dérive sur l'hérédité génétique et selon M. Sarkozy, « *la part de l'inné est immense* » chez les candidats au suicide, à la pédophilie... La récente « découverte » par des généticiens d'un gène de la violence sur des mouches drosophiles guiderait-elle les prises de positions du futur président de la République ?

## QUELLE MOUCHE LES PIQUE ?

Un peu d'histoire sur les sociétés eugéniques du début du XX<sup>ème</sup> siècle nourrira notre commentaire. Francis Galton (1822-1911), fondateur de l'École de la biométrie (mesure du vivant), a construit ses théories génétiques sur des études purement phénoménistes (des données comportementales apparentes), comme nous allons le démontrer. Dans la même lignée philosophique, Thomas Hunt Morgan (1866-1945), père de la théorie génétique du XX<sup>ème</sup> siècle, travaille sur la drosophile (mouche à vinaigre). Sa recherche sera uniquement basée sur des données épigénétiques (externes) pour affirmer l'existence de gènes internes déterminés sur les chromosomes. La science comportementale généticienne du XX<sup>ème</sup> siècle a gardé jusqu'à aujourd'hui la drosophile comme principal sujet d'étude. Le déterminisme génétique avancé par la découverte des gènes chromosomiques de la drosophile de Morgan était et reste la base de la « découverte » de gènes prouvant les déviations qui ont justifié les politiques malthusiennes du siècle.

En préliminaire, quelques explica-

tions pour le néophyte :

Depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle, l'approche matérialiste et empirique des chercheurs généticiens sur le comportement des êtres vivants est la philosophie dominante. C'est par l'accumulation des faits reproduits à l'identique que le chercheur cherchera à prouver sa « découverte ». Pour cela, dans un premier temps, le chercheur cible un comportement apparent sur des individus vivants (ex : la drosophile). Puis il amasse les faits qui confortent ce qu'il cherche à prouver (la répétition d'une forme comportementale) et ces faits répétés deviendront la preuve externe de l'existence d'un gène comportemental physiologique interne. Dès lors, pour conforter sa trouvaille, le généticien s'évertue à prouver l'existence de ce gène. Il essaie de contrôler la reproduction d'un comportement similaire sur d'autres individus ou lignées d'individus, par éliminations et accouplements successifs. Parfois même, le chercheur « arrange » un peu les faits collectés en éliminant les éléments qui parasitent le processus vers une similitude totale. Il faut ici noter et répéter que toutes ces expérimentations sont faites sur des données comportementales externes. Au bout d'un certain temps et à force d'accumulations de faits bien contrôlés, le chercheur affirme avoir fait la « découverte » de l'existence biologique interne du comportement recherché. Il le nommera « gène codant untel ». Dès lors, le gène comportemental (épigénétique) devient génétiquement prouvé par la force pure de la statistique. Il faut répéter à nouveau qu'à aucun moment la preuve expérimentale d'une donnée physiologique interne n'est nécessaire. Seules les apparences comptent.

Conclusion : dans la « découverte » en génétique où la statistique est la loi, toute méthode d'hypothèse expérimentale apportant des preuves physiologiques et biologiques réelles devient inutile et non avenue (CQFD).

T.H. Morgan a été soutenu et financé par son cousin John Pierpon Morgan, fondateur de la banque du même nom. Les premières campagnes promues par les sociétés eugéniques de

stérilisation des « tarés », qui avaient démarré dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, prirent un coup d'accélérateur. En 1907, sous Théodore Roosevelt, les eugénistes états-uniens pratiquaient la stérilisation forcée de malades, chômeurs, pauvres, délinquants ou sotologues pour empêcher toute descendance du même type. Ces campagnes de stérilisation de « tarés » ont perduré dans certains pays du nord de l'Europe jusque dans les années 1970. Ces théories ont été reprises par l'idéologie nazie avec les conséquences désastreuses menant à la *solution finale* avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale. Si Galton est l'inventeur du mot eugénisme (sélection des enfants de bonne naissance), il faut signaler que Thomas Hunt Morgan a soutenu le Parti nazi. Sa mort en 1945 lui a évité un passage devant le tribunal de Nuremberg.

## SARKOGÈNE

Il y a un peu plus d'un an, une équipe de chercheurs de l'Institut des neurosciences de San Diego annoncent la découverte du gène codant (*Cyp6a20*) d'une « vraisemblable » agressivité de la drosophile. L'étude portait sur le comportement de 90 de ces petits insectes enfermés dans une cage de verre. Certains mâles auraient marqué et défendu leur territoire avec beaucoup de pugnacité. Il faut malgré tout préciser que les généticiens ne sont pas encore parvenus à un accord total sur le rôle exact de ce gène mais... ils estiment, malgré tout, que les résultats sont suffisants pour les transposer aux recherches sur les humains.

En France, début 2005, l'expertise Inserm sur les troubles de conduite chez l'enfant dès l'âge de 3 ans incluait dans son rapport la découverte du gène de la violence pour justifier la surveillance d'enfants « prédestinés », dès l'école maternelle. Le gouvernement de l'époque envisageait la mise en place d'un carnet de comportement suivant les enfants jusqu'à l'université. De plus, les informations sur les « déviations » des enfants devaient être signalées au maire par les profession-



Thomas Hunt Morgan et ses associés. Au milieu du groupe un squelette habillé. A g., mouches *Drosophiles* dotées du gène de la violence.

nels de l'éducation et de la santé (loi du 5 mars 2005). Tout comme pour le « dossier médical personnel » (voir NS du 20 avril 2007), la remise en cause de la confidentialité sur les informations personnelles de santé se fait au profit d'un flitage génétique. Voilà comment une docile drosophile, soudainement pleine de fiel, devient un insecte violent et s'insinue dans un débat politique sur la prédestination génétique des déviations comportementales.

Suite à une mobilisation de l'association *Pas de 0 de conduite pour les enfants de 3 ans*, l'Inserm n'enquête plus que sur les comportements violents chez les enfants de 8 à 11 ans. La loi initiale a été modifiée le 7 mars 2007 et permet un placement en internat dès l'âge de 10 ans. Répondant à un courrier du 18 avril 2007 de l'association *Pas de 0 de conduite*, Nicolas Sarkozy dira : « *Avant de présumer que celle-ci [la loi en question] est néfaste, laissons-nous le temps nécessaire pour en apprécier sereinement, sachant qu'elle se fonde sur une réalité...* ». Il ne faut donc pas s'étonner que, face à Michel Onfray, Nicolas Sarkozy affirme que l'homme naît « bon ou mauvais ». Dans son *Portrait de Nicolas Sarkozy* (« Le cerveau d'un homme de droite », Boston, USA, mardi 3 avril), Michel Onfray ajoute : « *Dans la conversation, il confie qu'il n'a jamais rien connu d'aussi absurde que la phrase de Socrate « Connais-toi toi-même ». Cet aveu me glace...* ». Pour Nicolas Sarkozy, il vaut sans doute mieux connaître en détail la vie privée de chaque habitant de France.

## PROTÉGÉS/PROTECTEURS

La prédisposition génétique à certains comportements sociaux dont parle Nicolas Sarkozy n'est pas, contrairement à ce que l'on pourrait en penser, à caractère racial. Il se définit lui-même comme « *un petit Français au sang mêlé* » qui, à force de pugnacité, s'est hissé au sommet du pouvoir. Une destinée qui semble tracée par un soutien ultra-libéral sans gène modifié car pour y parvenir, la lignée de protégés/protecteurs financiers est très marquée. Il est vrai que la caste financière qui le soutient a parfois un comportement social déviant, mais il ne pourrait certainement pas s'agir d'une prédisposition à une délinquance mafieuse visant à piller les ressources de l'Etat. La preuve par les faits reste à « découvrir ».

Les troubles de conduite des grands délinquants ne sont pas encore à l'étude dans les laboratoires de l'Inserm. Pourtant certains gènes mériteraient une surveillance épidémiologique particulière. Voici quelques faits à analyser : juste après sa victoire aux élections, c'est grâce à ces relations amicales que Nicolas Sarkozy a pu prendre quelques jours de « vacances » sur l'île de Malte en acceptant l'invitation de l'industriel et yachtman Vincent Bolloré. Pour s'y rendre, la famille Sarkozy a pris un Falcone 900 du groupe Bolloré. Ce qui n'aurait pas coûté un sou aux Français, « ... parce que, dit le nouveau président de France, il n'a jamais travaillé avec l'Etat ». Vincent Bolloré a appuyé la déclaration de son ami Nicolas en déclarant que son groupe « *n'a jamais eu aucune transaction*

# Gore met bas le masque

Dans une interview au *McKinsey Quarterly* de mai 2007, Al Gore et David Blood, les deux PDG du fonds spéculatif Generation Investment Management, éclairent un peu les véritables motifs qui dictent leur rhétorique sur la « protection du climat » et la « défense de la nature » : éliminer les Etats républicains au profit d'un empire mondialiste. La nature des affaires change, déclara Blood, et les « multinationales sont souvent mieux placées que les gouvernements pour traiter certains des défis mondiaux les plus compliqués, comme le changement climatique, le sida, le manque d'eau et la pauvreté ».

A en croire la publicité faite par le *hedge fund* de Gore, ses investissements sont destinés à favoriser l'écologie, mais, comme David Blood l'a reconnu sans état d'âme : « C'est, en fin de compte, une question de rentabilité et de position compétitive ». Son co-PDG n'en disconvient pas, qui refuse de choisir un investissement « correspondant à nos valeurs, plutôt qu'aux moyens susceptibles de nous donner la meilleure rémunération. Notre objectif est de nous concentrer sur la meilleure rémunération pour nos clients, point final. »

La nécessité de rejeter cette mentalité financière apparaît comme un enjeu vital dans la bataille autour des médicaments génériques pour les pays du tiers monde, notamment pour soigner les malades du sida et les séropositifs. Depuis l'époque où il était vice-Président des Etats-Unis, Al Gore s'efforce de refuser aux pays du tiers monde, notamment à l'Afrique du Sud, le droit de produire ou d'importer des médicaments génériques au lieu de ceux brevetés par les géants pharmaceutiques.

Lors de sa conférence à Genève le 23 mai, à l'issue d'un débat animé, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a

donné raison à ces pays, suite à une bataille menée principalement par la Thaïlande et le Brésil, qui en font déjà usage.

Les Etats-Unis mènent l'opposition à cette résolution. Avec le soutien d'Al Gore, l'administration Bush a menacé la Thaïlande de sanctions si elle n'abroge pas ses licences. En revanche, l'ancien président Bill Clinton a apporté tout son soutien à la position brésilienne et thaïlandaise contre les sociétés pharmaceutiques.



Les mensonges de Gore se traduiraient par un génocide.

Imaginons le monde en 2027

# LaRouche devant l'Académie des Sciences de Russie

L'économiste russe Stanislav Menchikov a fêté ses 80 ans dans le cadre d'une conférence à l'Académie des Sciences russe, les 15 et 16 mai.

Les relations américano-russes furent un thème central des discussions, formelles et informelles, ayant marqué la célébration de l'anniversaire de Stanislav Mikhaïlovitch Menchikov, à laquelle participait son « invité personnel » Lyndon LaRouche. Les contributions de ce dernier, ainsi que celles des académiciens, économistes et autres spécialistes en affaires internationales présents ont donné lieu à un débat passionné sur le devenir de la Terre dans les 20 à 50 prochaines années.

Pendant sa visite dans la capitale russe, l'économiste et homme politique américain a accordé plusieurs interviews, dont la plus importante est disponible sur *KM.ru*, un site populaire. A chacune de ses interventions, Lyndon LaRouche souligna l'urgence d'un changement de politique américaine, afin qu'un nouveau gouvernement propose à la Russie, la Chine, l'Inde et d'autres pays de collaborer à la mise en place d'un nouveau système monétaire international. Il a insisté plus spécialement sur le développement de l'Eurasie, à l'aide des technologies les plus avancées, pour faire échec à la politique de « guerre permanente » suivie actuellement par les Anglo-Américains. Dans cette optique, un rôle essentiel revient à la Russie, forte de sa longue tradition scientifique, depuis l'époque de Pierre le Grand jusqu'à Dmitri Mendeleev et Vladimir Vernadski.

Lors de la fête en l'honneur du professeur Menchikov, la rétrospective de sa longue carrière scientifique, hautement diversifiée, se transforma, sous l'impulsion de l'intéressé lui-même, en débat sur l'avenir. Elaborant une prévision économique et stratégique sur vingt ans, il proposa d'imaginer le monde en 2027, au moment de son 100<sup>ème</sup> anniversaire.

Avant d'entamer son discours, le professeur Menchikov présenta ses invités internationaux, à commencer par Lyndon LaRouche et Helga Zepp-LaRouche, fondatrice de l'Institut Schiller. Il développa ensuite différents scénarios pour la Russie d'ici 2027, revenant pour finir sur l'importance d'adopter les propositions de Pont terrestre eurasiatique et de nouveau système de Bretton Woods défendues par M. et Mme LaRouche, afin d'effectuer un véritable changement pour le meilleur.

Selon le professeur, 50 % de la croissance économique actuelle de la Russie repose sur la mise à contribution de la force de travail qualifiée et du capital fixe créés pendant l'ère soviétique, facteurs qui s'épuiseront bientôt. Par conséquent, pour assurer sa croissance future, la Russie ne peut se passer de nouveaux investissements productifs. Le président Poutine, dit-il, a pris note de cette réalité, mentionnant, dans des discours récents, la nécessité d'une politique industrielle ; or les capitalistes oligarchiques russes rechignent à faire des investissements industriels productifs. Cependant, estime le professeur Menchikov, les perspectives d'investissement dans l'infrastructure pourraient ouvrir la voie à une meilleure politique.

Face à la probabilité qu'en 2027, les plus grandes économies du monde seront celles de la Chine, des Etats-Unis, de l'Inde, du Japon et de la Russie, il va de soi que leur coopération mutuelle est essentielle. En outre, le programme de Pont terrestre eurasiatique permettrait de restructurer toutes les économies de l'Eurasie. Ce sont des projets à long terme posant le problème très réel du financement, qui pourrait cependant être résolu, selon le professeur, dans le cadre d'un nouveau système de Bretton Woods, tel que le propose Lyndon LaRouche.

Prenant à son tour la parole, Lyndon LaRouche demanda alors : Qu'allons-nous léguer à l'avenir ? Dans une situation où un état d'ingouvernabilité s'installe peu à peu dans presque tous les pays européens à l'ouest de la Biélorussie et en Russie, dit-il, nous devons changer l'agenda du monde. Même si les hommes politiques tendent à être corrompus ou incompetents, on rencontre une qualité de réflexion plus lucide aux Etats-Unis, par exem-

ple, chez les personnes expérimentées dans les institutions du gouvernement ou proches d'elles, comme la communauté militaire ou diplomatique.

Il est possible de changer le cours de l'histoire des vingt années à venir, dit LaRouche, reste à savoir qui le fera. Qui ne se contentera pas de prévoir la réalité, mais la fera changer ? Le président Poutine, fit remarquer l'économiste américain, a cité à différentes reprises le legs du président Franklin Roosevelt, notamment à l'occasion des commémorations de la Deuxième Guerre mondiale. Et les Etats-Unis seraient bien avisés d'adopter, avec la Russie, l'Inde et la Chine, et d'autres nations plus petites, un agenda rooseveltien de coopération économique. La culture scientifique de la Russie sera très importante, conclut-il, pour instaurer un dialogue entre responsables de ces quatre pays, afin de retrouver un sens des possibilités concrètes de reprise et de développement économiques à grande échelle.

L'académicien Valeri Makarov, un économiste mathématicien de renom, présida la session du Jubilé à l'Académie des Sciences. Parmi les orateurs, citons les académiciens Rouslan Grinberg et Alexander Granberg, ancien collaborateur de Stanislav Menchikov à Novosibirsk, qui a présidé le mois dernier à Moscou une conférence sur « Des mégaprojets pour l'Est de la Russie : Un lien de transport multimodal entre l'Eurasie et l'Amérique à travers le détroit de Béring ». Des représentants de l'Institut USA-Canada et de l'Ecole supérieure d'économie ont également pris la parole.

Pour l'ancien journaliste de la *Pravda* Georgi Mirsky, Stanislav Menchikov est une personne

toujours « en vol », qui a travaillé partout dans le monde et a toujours partagé ses talents. « On ne pourrait jamais rattraper Menchikov », dit-il.

Le professeur Karel van Wolferen, de l'université d'Amsterdam, outre ses propres remarques, a lu le message du professeur américain James Galbraith, dont le père, John Kenneth Galbraith, avait entretenu une longue collaboration avec l'économiste russe. Un autre ami de longue date de Stanislav Menchikov, le professeur Angus Maddison, de l'université de Groningen (Pays-Bas) et de l'université de Brisbane (Australie), a envoyé un message.

Arrivé directement de la Douma, dont il est membre, Sergueï Glaziev, économiste et membre correspondant de l'Académie des Sciences, nota combien il est difficile d'amener les gens à penser (le terme russe pour parlement, Douma, est dérivé du verbe « penser ») à la manière de Stanislav Menchikov. Il le félicita pour toutes les contributions qu'il a réalisées « avec de l'amour pour son pays et suffisamment de confiance en soi pour vivre suivant son propre esprit ». A la différence de certains jeunes gens qui sont piégés dans une réalité virtuelle, dit Glaziev, Menchikov a toujours voulu regarder la réalité en face, donnant ainsi à la Russie et au monde une immense bouffée d'optimisme.

La dernière présentation au Présidium était celle de Georgi Tsagolov, un ancien élève du professeur Menchikov et co-auteur avec lui d'un livre récent. Il évoqua les trois œuvres de Stanis-



Le professeur Menchikov et Lyndon LaRouche : Une amitié marquée par l'humour et l'intransigeance intellectuelle.

lav Menchikov, dont l'une, intitulée *L'anatomie du capitalisme russe*, vient d'être publiée en anglais par *EIR News Service*. Sa traductrice, Rachel Douglas, a expliqué aux invités que ce livre est distribué actuellement aux élus du Congrès américain, qui ont beaucoup à apprendre de l'analyse de Menchikov sur les processus économiques complexes que la Russie a subis ces 15 dernières années. L'année 2007, fit-elle remarquer, marque le 200<sup>ème</sup> anniversaire des relations diplomatiques russo-américaines, ainsi que de la publication en russe du Rapport sur les manufactures d'Alexander Hamilton.

De nombreux participants ont salué la parution en russe des mémoires de Stanislav Menchikov, sous le titre *A propos de notre époque et de moi*, qui offre un aperçu extraordinaire de l'histoire des 65 dernières années. Le troisième livre, rédigé par Menchikov et Tsagolov, examine les cas de certaines entreprises qui ont réellement contribué au développement de l'économie russe, contrairement au pillage décrit dans *L'anatomie du capitalisme russe*.

## Russie-Occident

# Deux rencontres fort différentes

L'échec du sommet UE-Russie à Samara à la lumière de la visite de Lyndon LaRouche à Moscou.

Helga Zepp-LaRouche  
Présidente du BüSo,  
notre parti frère en  
Allemagne ;

Le rendez-vous de Samara s'est conclu sur un conflit ouvert entre la chancelière allemande Angela Merkel et le président russe Vladimir Poutine. Il est vrai qu'au cours des dernières semaines, les désaccords en matière stratégique – Kosovo, Irak, Iran, installation d'un système anti-missile en Europe de l'Est... – étaient si graves que les deux bords étaient prêts à qualifier de succès la simple tenue de la conférence.

Si le sommet a bien eu lieu, ce fut loin d'être un succès. (...) C'est la conséquence logique des politiques poursuivies par l'Union européenne depuis 2004, et plus généralement depuis 1989. Alors que l'ancien chancelier Schröder avait pu, grâce à son amitié avec Vladimir Poutine, freiner quelque peu la politique d'expansion de l'UE, considérée comme hostile à la Russie, la chancelière Merkel a gâché cette relation importante. Elle a critiqué les actions russes contre les manifestants à Samara... mais un peu vite. Le président russe lui rétorqua : qu'en est-il de l'arrestation récente, en Allemagne, de manifestants qui protestaient contre le sommet

du G8 ? Quant au dissident russe Gary Kasparov, il aurait très bien pu se rendre à Samara, mais il a préféré tenir une conférence de presse à Moscou pour attaquer Poutine.

Très mauvaise prestation, Mme Merkel, qu'elle soit due à l'absence d'intuition diplomatique ou à la nouvelle constellation Brown-Sarkozy-Merkel dans l'Union européenne. Vous auriez dû savoir que les dirigeants russes mettent depuis longtemps au même rang la politique de l'OTAN et celle de l'UE, y voyant autant de tentatives d'endiguer et de déstabiliser la Russie. Ce que les médias occidentaux qualifient de politique « dictatorial » de Poutine, ce sont ses efforts, patriotiques aux yeux des Russes, pour renverser le bradage de la Russie au profit du capitalisme prédateur pendant l'ère Eltsine, ainsi que la relégation du pays au statut de simple fournisseur de matières premières. On aurait espéré que Mme Merkel fasse preuve d'autant de courage face au bradage de l'Allemagne aux fonds sauterelles.

Ce sommet UE-Russie confirme, malheureusement, qu'on ne peut rien attendre de positif de l'Europe en ce moment, du moins aucune initiative s'attaquant d'une manière ou d'une autre aux problèmes essentiels de l'humanité.

### L'APPROCHE DE LAROUCHE

Le contraste était total avec les différents événements et réunions auxquels mon mari Lyndon LaRou-

che et moi-même avons participé ces derniers jours. Ce fut à l'occasion des festivités organisées pour le 80<sup>ème</sup> anniversaire du professeur Stanislav Menchikov, membre de l'Académie russe des sciences, expert sur les Etats-Unis, auteur de nombreux ouvrages et, surtout, penseur original doté d'un humour incorruptible et d'un amour de la vérité. Car le professeur Menchikov -- co-auteur d'un ouvrage avec l'ancien conseiller de Roosevelt, John Kenneth Galbraith -- et beaucoup d'autres de ses invités se représentent une tout autre base axiomatique pour les relations entre la Russie et l'Ouest.

L'économiste russe en a lui-même énoncé le leitmotiv durant son allocution d'ouverture : à quoi ressemblera le monde au jour de ses 100 ans, en 2027 ? Il est prévisible que la Chine, les Etats-Unis, la Russie, l'Inde, et le Japon seront les premières puissances économiques, et il est évident qu'elles doivent trouver des moyens de collaborer. Il a ainsi repris le message principal développé par Lyndon LaRouche dans nombre de ses discours et entretiens à Moscou : les relations entre la Russie et les Etats-Unis, mais aussi avec la Chine et l'Inde, doivent se fonder sur l'approche politique de Franklin Roosevelt, incluant la fin du colonialisme et la coopération entre Etats souverains pour le bien commun de l'humanité.

Du fait que de nombreux participants de l'Académie des sciences ont été des témoins vivants de la collaboration russo-américaine à l'époque rooseveltienne, il leur

fut assez aisé de concevoir la projection de cette approche dans le futur. De nombreuses discussions s'organisèrent donc autour du nouveau projet, lancée par la Russie, de construction d'un tunnel sous le détroit de Béring, dans le cadre du Pont terrestre eurasiatique que nous proposons, conçu comme politique visant sciemment à éviter la guerre. La nécessité de trouver une alternative au climat de plus en plus maussade qui domine le dialogue stratégique actuel était bien perçue à travers les nombreuses discussions.

La perspective d'une vision optimiste de l'avenir crée effectivement un cadre permettant de surmonter les contradictions dans le sens où l'entendait le philosophe Nicolas de Cues. On l'a constaté lors de la réception, au moment des toasts, où l'idée que le corridor de développement entre l'Alaska et la Sibérie par le détroit de Béring serait déjà bien avancé au moment des 100 ans du professeur Menchikov, suscita une discussion intense et enthousiaste. (...)

Les nations européennes (...) doivent cesser d'imiter les politiques impériales de l'OTAN à travers l'UE. Nous devons soutenir au contraire un nouvel ordre mondial dans la tradition de Franklin Roosevelt et nous associer à une relation entre les Etats-Unis et la Russie, fondée sur cette base. Nous n'avons pas besoin d'une politique de petits pas, mais d'une vision permettant de façonner le XXI<sup>e</sup> siècle. Et elle doit se fonder sur la réalisation de la stratégie de Pont terrestre eurasiatique.

Critique de livre

## Cervantes aurait été impressionné

Lyndon LaRouche nous livre ici ses réflexions sur un livre de Yudl Rosenberg paru en 1909, *The Golem and the Wondrous Deeds of the Maharal of Prague\**, traduit de l'hébreu en anglais par Curt Leviant.

**C**e livre est, sans la moindre exagération, un joyau ! C'est une joie de le lire, mais prenez garde, il contient des significations plus profondes qui, sous une ironie feinte, tentent de rendre anodines des réalités effrayantes.

Un mérite spécial revient au traducteur Curt Leviant pour la beauté qui ne manquera pas de saisir le lecteur. Son introduction m'a impressionné comme l'œuvre d'un esprit contemporain vraiment marquant, quelle que soit la langue. La traduction reflète bien l'intention, et le génie authentique, mais aussi le sens de l'humour de l'auteur, Yudl Rosenberg. Il suit les pas de Miguel Cervantes avec une insolence ravissante et réellement créatrice, que Curt Leviant réussit fort bien à rendre dans sa présentation de la scène. Comme je ne lis pas l'hébreu, mes commentaires sont à une certaine distance du texte original de l'œuvre de Rosenberg, mais certaines significations défont de telles barrières.

Mis à part ce défaut affectant mon rôle de critique, je suis un Américain de naissance ayant fréquenté pendant mon adolescence et après, de la fin des années 1930 jusqu'à la fin des années 70, de nombreux Juifs américains adultes issus de quatre générations différentes, surtout d'origine allemande ou est-européenne, alors que j'habitais dans les environs de Boston et de New York. Je juge cette expérience à la lumière de l'importance que j'accorde au rôle de Moses Mendelssohn dans la grande révolution classique des dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle, par contraste avec la lutte de Henri Heine pour résister et vaincre l'ennemi qu'il voyait dans la dépravation de l'école romantique post-1815 et qu'il détestait, tout comme moi. Ainsi, j'ai l'avantage de connaître les aspects fondamentaux du contexte historique dans lequel le Juif européen a dû le plus souvent lutter pour trouver et défendre son sens d'identité dans ce monde globalement menaçant qui l'entourait.

Toutes ces considérations prises en compte, ce livre peut être estimé comme on estime un joyau. J'expliquerai pourquoi je peux le dire sans risque d'être accusé d'exagération.

Le thème de la vie intérieure des peuples soumis à une persécution prolongée et récurrente, en raison de leurs origines ou de leurs croyances, me fascine depuis mon enfance, et plus encore depuis mon adolescence passée dans les environs de Boston, dans un environnement où je trouvais odieuse la discrimination vicieuse alors couramment pratiquée à l'égard de personnes d'origine italienne, juive d'Europe orientale et afro-américaine.

Dans ce contexte, deux modèles de résistance à cette discrimination aux Etats-Unis furent particulièrement importants pour moi. Mes souvenirs les plus heureux sont les réalisations triomphales de Moses Mendelssohn et le cas relativement mélancolique de Henri Heine, qui se battit pendant presque toute sa vie d'adulte pour une grande cause : la Renaissance classique de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle en Allemagne. Presque jusqu'à la fin de sa vie, Heine lutta contre l'ordure du romantisme post-napoléonien propagé par le proto-fasciste GWF Hegel, un correspondant secret du prince Metternich, et contre l'école romantique dans son ensemble. Puis, plus récemment, nous avons la Renaissance yiddish, incarnée dans les Etats-Unis de ma jeunesse par des noms comme le « Workman's Circle » (cercle des travailleurs) et les écrits de Sholem Aleichem.

Comme le montre Yudl Rosenberg dans le *Golem*, la défaite relative, la presque abolition des accomplissements héroïques de Moses Mendelssohn, a laissé, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, un vide dans lequel s'est créé un humour juif terriblement nécessaire,

qui se base implicitement, comme le *Golem* de Yudl Rosenberg, sur l'image de l'« ami invisible » du petit enfant, ou son « nounours ».

Il y a deux décennies, au cours d'une visite à Florence, nous étions assis, ma femme et moi, dans un endroit herbeux de l'autre côté de l'Arno où j'imaginai que Boccace aurait pu s'installer pour écrire son *Décameron*, tout en observant l'holocauste de la Peste noire dans les rues de Florence, de l'autre côté du fleuve. La manière dont Cervantes traite l'Espagne corrompue du XVI<sup>e</sup> siècle sous Philippe II fait écho à Boccace, par le biais des personnages moralement défailants de Don Quichotte et Sancho Panza, qui servent de repoussoirs. Il est important que le lecteur reconnaisse que Yudl Rosenberg n'est pas un quelconque romantique pessimiste et morose, il exprime un sens de l'humour délicieux qui caractérise aussi les plus grands auteurs de tragédies classiques.

A cet égard, en lisant le *Golem*, on devrait penser à la célèbre remarque de Schiller concernant l'intention du drame classique : le spectateur, après avoir vu se dérouler sur scène la folie ambiante, devrait se résoudre, en quittant le théâtre, à devenir un citoyen meilleur, conscient de sa responsabilité dans l'évolution de la société. Schiller reflète ainsi un optimisme essentiel, l'optimisme du citoyen provoqué à réfléchir à ce que peut s'auto-infliger une société négligée par ses citoyens, comme le fait implicitement la tragédie classique lorsque l'ensemble de l'action présentée sur scène est horrifiante.

On ne trouve aucun élément tragique dans l'œuvre de Moses Mendelssohn ni de son cher ami et collaborateur, Gotthold Lessing. Jeune fils pauvre d'un scribe de Dessau, Mendelssohn brandit la bannière de Gottfried Leibniz, et de Platon avant lui, et ébranle les piliers du temple philistin dans le Berlin de Frédéric le Grand, prenant d'assaut la corruption de l'école empiriste des voltairiens comme D'Alembert, Leonhard Euler et Joseph Lagrange. Ces deux amis, avec le mentor de Lessing, le mathématicien Abraham Kästner, déclenchèrent en Allemagne un grand élan classique qui se propagea en Europe et fut même décisif dans la création de la République constitutionnelle des Etats-Unis.

Ces amis, souvent sans le sou, secouèrent le monde en leur temps. Par exemple, comme certains de mes collaborateurs l'ont montré dans différents écrits, les disciples de Jean-Sébastien Bach, notamment Wolfgang A. Mozart, Ludwig van Beethoven, Franz Schubert, etc., se trouvaient dans la mouvance, à Leipzig et Berlin, de la famille de Moses Mendelssohn. Depuis cette époque, il n'est rien de véritablement grand dans la culture allemande qui ne soit ancré dans la conspiration classique dans laquelle les cercles de Lessing et de Mendelssohn jouèrent un rôle crucial. C'est de ces cercles qu'émergea le génie de Friedrich Schiller pour créer en grande partie ce qui reste, aujourd'hui encore dans notre monde, inégalé. On en trouve un écho chez Benjamin Franklin et son réseau aux Etats-Unis, et dans les cercles exemplaires de Percy Shelley et de John Keats en Grande-Bretagne.

Mais il y eut la perversion de la prise de la Bastille, la pauteur satanique des Jacobins et leur Terreur, et de Napoléon Bonaparte, cette marionnette virtuelle de Joseph de Maistre. Les négociations à Vienne de 1812 à 1815 firent reculer l'histoire européenne.

Le génie de Schiller, Beethoven et Schubert reflétait une glorieuse époque révolue. La maladie de ce que Henri Heine appelait « l'école romantique » et sa perversion imprimèrent une autre tendance. Plus tard, vint le limogeage du chancelier allemand Bismarck, qui ouvrit la voie aux Première et Deuxième guerres mondiales, conséquence de l'intention d'Edouard VII de Grande-Bretagne. En même temps, on assista à un tournant illustré par Sergueï Zoubatov, l'étrange chef de police et bourreau de l'Okhrana qui fut l'architecte de la Révolution russe de 1905, un complot s'appuyant sur les pogroms de l'Okhrana contre les Juifs d'Europe de l'Est.

A cette époque, le Bund [Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, Pologne et Russie] fonda une tradition qui marquait aussi les communautés d'immigrés juifs affluant dans la version américaine des ghettos. Cette génération ressentait le profond besoin d'une vie secrète partagée par ceux

qui sentaient la présence de cet « ami invisible » de l'enfant. Le *Golem*, présenté dans cette œuvre de Rosenberg, reflétait ce désir d'« ami invisible » avec qui exprimer, en chuchotant, ses espoirs de justice miraculeuse. Il arrive à n'importe quel enfant, bien au chaud dans son lit, d'imaginer ce que chuchotent ses parents dans la pièce du bas. Pour s'endormir, cet enfant, qui pense que ses parents sont certes courageux, mais sans doute sans défense face au danger rôdant à l'extérieur, s'adresse alors à voix basse à la présence réconfortante d'un ami imaginaire et puissant.

L'important dans la présence ressentie de l'ami invisible n'est pas ce que l'enfant croit explicitement, mais plutôt la crainte qui sous-tend son vœu plein d'espoir. Cet enfant, dans ce qu'il a de mieux, est le citoyen ordinaire de Schiller, devenu meilleur lorsqu'il quitte le théâtre, bien que, souvent, le dramaturge -- Shakespeare ou Schiller -- lui ait dépeint comme un avertissement inspiré la dépravation totale des principaux personnages (ceux de *Wallenstein*, ou le marquis de Posa et le Roi dans *Don Carlos*) et les craintes tapies dans les voix étouffées des parents, dans la pièce en-dessous.

### SOUS LES PLANCHERS DU RÊVE

Sur ce dernier point, j'encourage le lecteur à prêter une attention particulière aux pages XXIII à XXXIV de l'introduction de Curt Leviant. Permettez-moi de parler brièvement des implications plus profondes de l'œuvre, telles que je les vois, et des réflexions sur la question de l'« ami invisible » que ces pages ont provoquées en moi.

Albert Einstein a décrit notre univers comme fini dans son ensemble, et pourtant auto-limité sans « barrières » externes. Il invoque à ce sujet Johannes Kepler et Bernhard Riemann, qui illustrent bien comment le pouvoir de l'individu humain de découvrir les principes non visibles qui façonnent l'univers dans lequel nous agissons, reflète un genre de connaissance portant sur ce qui réside au-delà d'une lecture littérale de l'expérience sensible. Nous rencontrons ce domaine supérieur dans la découverte et la maîtrise de principes physiques universels, et nous retrouvons le produit de cette merveilleuse faculté humaine dans une grande composition artistique classique. Il se peut que l'enfant qui commence à s'endormir sente la présence de principes universels plus puissants que les simples objets de la perception sensible. Ce sentiment reflète la faculté mentale dont dépend la découverte des principes universels du système solaire et de la galaxie, le sens d'un pouvoir qui est, par nature, bon, agissant sur le monde, ombre de l'expérience sensible dans le petit.

En jugeant de l'ironie que je viens de décrire, nous devons prendre en compte un fait connu de tout grand physicien : les images de perception sensible, renvoyées par les sens de l'être mortel, ne sont que les ombres projetées sur les perceptions sensibles par une réalité que l'on ne voit pas directement. La réalité qui se trouve derrière cet aspect de l'expérience perçue par les sens, est le domaine dans lequel nous situons la connaissance expérimentale de la certitude de l'existence de certains principes.

L'exploration de ces types d'ironies a abouti, de manière répétée, à la notion d'un univers physique similaire au domaine de la sphérique connue des anciens pythagoriciens et de Platon et, à l'époque moderne, à la réaffirmation de ce principe de la sphérique par Nicolas de Cues, dans sa *Docte ignorance*. Cette méthode fut aussi employée par Kepler et nombre de ses disciples, dont Fermat, Leibniz et Riemann. C'est la notion anti-euclidienne et anti-cartésienne que nous associons aux travaux de Kepler, Leibniz et Riemann,



Le rabbin Loew de Prague crée le Golem.

comme l'a reconnu Einstein.

En poursuivant convenablement cette voie, nous passons du développement de la notion de l'harmonique par Kepler au système de contrepoint de Bach, qui reflète à la fois les méthodes vocales *bel canto* de l'école florentine et les travaux de Kepler. Nous voyons des reflets de cette méthode dans la révolution de la peinture accomplie avec succès par Léonard de Vinci. Ces expériences montrent que l'esprit est capable de connaître les principes de la géométrie physique contenus dans l'univers réel, au-delà de nos perceptions sensibles. Le pouvoir, et l'impulsion, de les connaître réside dans l'esprit de l'enfant grandissant qui invente son « ami invisible ». Il ne s'agit pas d'une fantaisie ; ce qui le serait plutôt, serait de nier la signification efficiente de ce phénomène relativement courant chez les jeunes enfants. Le *Golem* de Yudl Rosenberg est fictif, mais la faculté de l'esprit humain qui génère l'existence imaginée du *Golem*, elle, ne l'est pas.

Ceux d'entre nous qui ont rejeté depuis longtemps les fantaisies euclidiennes et cartésiennes, et qui ont reconnu le fondement d'une géométrie physique riemannienne dans l'ordonnement des processus légitimes démontrés de changement qualitatif du principe des processus, peuvent assurer à cet enfant qu'il existe bel et bien quelque chose comme un ami invisible dans cet univers essentiellement bon. L'esprit de l'enfant avance, disant « s'il te plaît ». Un jour, si cet enfant suit le fil menant à la vraie science et à la véritable composition artistique classique, il y trouvera les preuves de l'existence du véritable ami auquel il aspirait dans sa petite enfance.

Le *Golem* de Yudl Rosenberg n'existe pas, mais le monde dans lequel il devrait exister est réel. Si les cauchemars associés à ses aventures semblent exprimer le pessimisme, son personnage est l'expression d'un optimisme profond. Son délicieux sens de l'humour, reflété dans sa création d'un univers fictif similaire à celui du *Don Quichotte* de Cervantes, exprime une forme profonde d'optimisme inné, dans un monde qui est par ailleurs une abomination. On entend comme le frémissement de l'espoir, qui chuchote derrière le rideau de la terrible tragédie ; il n'est pas sur scène, mais il est présent. Adultes, nous appelons cela la science et la composition artistique classique, nées toutes deux en tant qu'expression de la même substance essentielle. Cette substance, nous la connaissons comme la créativité de l'individu humain.

Le sens de la présence de cette créativité est l'essence de ce que j'ai lu au cours d'un vol transatlantique où j'ai eu l'occasion de me concentrer d'un trait, presque sans interruption, sur cette lecture, et je remercie beaucoup Curt Leviant pour cela. Je vous recommande de faire comme moi. Sachez toutefois que le prix du billet est à vos frais.

\*The Golem and the Wondrous Deeds of the Maharal of Prague, de Yudl Rosenberg, Yale University Press, mai 2007.



Industrie automobile américaine

## Chrysler dépecé à son tour par les fonds spéculatifs

L'impitoyable « chien des Enfers » s'attaque à un autre géant de l'automobile.

Le 14 mai, il a été annoncé que le fonds Cerberus Capital Management allait acquérir, pour sept milliards de dollars, 80 % des actions de la Chrysler Corporation, le troisième constructeur américain. Analystes et syndicalistes éclairés ont peu de doutes sur le sort que lui réservera ce fonds, qui a sciemment pris le nom de Cerbère, le chien à trois têtes, gardien des Enfers de la mythologie grecque. D'autant plus qu'il a déjà racheté la division financière de General Motors, GMAC, ainsi que les équipementiers Delphi, Tower Automotive et Collins & Aikman. On prévoit donc un « bain de sang » pour bientôt, marqué par des fermetures d'usines et d'autres licenciements collectifs, en plus des 13 000 déjà annoncés.

Le conseiller de Cerberus pour le dossier Chrysler est Wolfgang Bernhard, l'homme qui a sabré les effectifs et les structures du constructeur américain en 1999-2001, alors qu'il était manager de Daimler. La stratégie de « l'homme à la hache », comme il est surnommé, a clairement échoué – Chrysler ne vaut plus aujourd'hui sur le marché qu'un tiers de sa valeur de 1998 – mais apparemment, il compte persister dans la même voie.

Certes, à l'adresse du public, la direction du constructeur américain affirme son intention de garder ses trois modèles, Dodge, Chrysler et Jeep, et d'éviter des licenciements, tout au moins au Canada, mais cela semble fort peu probable.

Comme David Cole (un analyste du secteur) l'a déclaré au *Wall Street Journal*, des acheteurs étrangers, notamment le constructeur chinois Chery, sont impatients d'acquérir des

éléments de Chrysler, après que les « fonds d'investissement privés [comme Cerberus] auront fait un peu de ménage pour faire de Chrysler un marché attractif ».

### LES SYNDICATS DANS LE COLLIMATEUR

Dans une soudaine volte-face, au grand désarroi des salariés, le président du syndicat américain des travailleurs de l'automobile UAW, Ron Gettelfinger, a annoncé le 14 mai son soutien à la manœuvre de Cerberus, précisant que la direction de la société l'avait assuré que celle-ci ne serait pas démantelée. Le lendemain, le chef du syndicat canadien, Buzz Hargrove, en a fait autant, ayant été convaincu par Stephen Feinberg, le fondateur de Cerberus, qu'il n'y aurait aucun licenciement avant septembre 2008.

A la fin de l'été, lors des négociations du contrat national avec l'UAW, la direction de Chrysler exigera à coup sûr des baisses de salaires pour les 55 000 salariés actuellement employés en production, ainsi que des réductions des plans médicaux et des retraites pour les anciens salariés. Pour cela, il y a le précédent de l'équipementier Delphi, où la direction du « chien des Enfers » réclame une chute des salaires depuis décembre 2006, début de sa tentative d'acquisition. Tout comme les autres grands fonds d'investissement privés, Cerberus s'attend à un profit de 20 % sur ses investissements – en dépit de la très mauvaise situation financière de Chrysler.

En effet, on sait que le troisième constructeur américain a un trou de 18 milliards de dollars dans les caisses d'assurance maladie et de retraites de ses anciens salariés (prestations à la charge des grandes sociétés, aux Etats-Unis). Ironiquement, c'est la stratégie adoptée par

Wolfgang Bernhard entre 1999 et 2002 qui est responsable de ce trou, puisqu'elle a envoyé tant de salariés en préretraite.

Il semble que Cerberus s'intéresse surtout aux services financiers de Chrysler, dont il espère tirer des profits juteux en titrisant les prêts automobiles.

### L'ALTERNATIVE

La seule alternative au jeu de massacre serait d'adopter l'approche proposée par Lyndon LaRouche dès avril 2005, lorsqu'il est devenu clair que le démantèlement de l'industrie automobile était programmé par la communauté financière. Alors que les signes de la faillite imminente de General Motors se multipliaient, LaRouche a demandé au Congrès de prendre des mesures d'urgence pour sauver ce secteur, notamment en reconvertissant une partie de ses équipements pour assurer la production d'éléments de l'infrastructure nationale (énergie, transport, eau). Sa proposition a été saluée par bon nombre d'élus locaux et de citoyens, mais le banquier Felix Rohatyn, entre autres, s'est alors activé pour assurer aux démocrates qu'« au grand jamais, on ne laisserait disparaître l'industrie automobile » et que toute intervention était donc inutile. Deux ans plus tard, les faits sont là.

Il n'est pas trop tard pour que le Congrès intervienne – comme l'y pousse le comité politique de Lyndon LaRouche aux Etats-Unis – mais pour cela, les élus devront très vite en trouver le courage – sous peine de sentir le feu que les électeurs leur mettent aux fesses. Surtout lorsqu'on sait que la majorité des candidats à la présidence, non seulement républicains mais aussi démocrates, sont redevables aux hedge funds pour le financement de leur campagne.

## Sur le front du Pont terrestre eurasiatique

Une percée pour le transcoréen

Le 17 mai, deux trains, l'un sud-coréen, l'autre nord-coréen, ont traversé la ligne de démarcation militaire large de 4 kilomètres, pour la première fois depuis 1951, au plus fort de la guerre de Corée, ouvrant ainsi une nouvelle « route de la soie ferrée » sur la péninsule coréenne. En dépit de la non résolution du conflit sur la capacité nucléaire nord-coréenne, Séoul a poursuivi pendant deux mois une offensive diplomatique pour établir des liaisons ferroviaires, et la réponse de Pyongyang fut positive. Ceci démontre l'efficacité de l'approche basée sur le développement économique pour débloquer un conflit, même endurci. En outre, on a assisté à une coopération entre la Russie, la Chine, l'Inde et les Etats-Unis, autour des entretiens à Six, dirigés par Pékin et Moscou, avec la Corée du Nord et du Sud, le Japon et les Etats-Unis.

Pour la Corée du Sud, les liaisons ferroviaires lui donneront accès à la Chine et, lorsque les lignes seront construites, à la Russie, puis de là, à l'Europe. L'utilisation du rail à la place du transport maritime permettrait à la Corée du Sud de réduire les coûts de fret de quelque 25 % et le temps de transport d'environ 50 %. Bien que l'accord ne porte que sur une seule occasion d'ouverture de la frontière, les deux côtés se sont engagés à faire avancer le processus, petit à petit. Le président russe Vladimir Poutine a été invité à Séoul pour discuter de l'accélération de la coopération ferroviaire.

## Des accords énergétiques prometteurs en Asie centrale

Le 12 mai, les présidents de Russie, Kazakhstan et Turkménistan se sont mis d'accord sur le développement conjoint d'un nouveau gazoduc le long de la mer Caspienne, ainsi que sur la modernisation des vieilles installations servant à transporter le gaz et le pétrole d'Asie centrale en Europe via la Russie. Le nouveau gazoduc, dont la construction devrait commencer fin 2008, partira du Turkménistan pour longer la mer Caspienne au Kazakhstan, avant de rejoindre la Russie. Cet accord représente une étape concrète importante vers la reprise de la coopération économique entre la Russie et les républiques d'Asie centrale. Par ailleurs, le Kazakhstan et le Turkménistan envisagent aussi d'autres projets de gazoduc et d'oléoduc, par exemple le transport d'hydrocarbures en Chine et un projet transcaspien traversant le sud du Caucase.

Au même moment, à Cracovie, en Pologne, un sommet de teneur différente réunissait les présidents de Pologne, Azerbaïdjan, Géorgie, Lituanie et Ukraine et le vice-ministre de l'Energie du Kazakhstan pour discuter des moyens de diminuer leur dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. Le président kazakh Nazarbaev avait été invité à titre d'invité principal, mais il a préféré déléguer son ministre, afin de rencontrer personnellement MM. Poutine et Berdymoukhammedov.

La Russie et le Kazakhstan vont renforcer leur coopération dans l'espace, l'ingénierie militaire, l'énergie nucléaire, le commerce transfrontalier et les projets d'intégration à grande échelle. Ils ont également convenu de construire à Angarsk, en Sibérie orientale, un centre international d'enrichissement de l'uranium pour les centrales d'énergie nucléaire civile. Ce complexe, opérationnel en 2013, pourra traiter aussi les déchets. Le Kazakhstan détient effectivement 15 % des réserves mondiales d'uranium, tandis que la Russie possède 45 % des capacités mondiales d'enrichissement de l'uranium. La proposition russe de centres conjoints d'enrichissement est destinée à offrir à tous les pays un accès « transparent » à la technologie nucléaire civile, sans crainte d'usages militaires. Moscou a fait la même offre à l'Iran.

Hedge funds

## Cachez ce krach que je ne saurais voir !

John Hoefle  
Washington

Imaginez la scène : vous êtes à bord d'un avion commercial dont les moteurs sont tombés en panne, les pilotes savent que l'appareil perd de l'altitude et s'efforcent d'atterrir avant qu'il ne s'écrase ; le personnel de bord assure les passagers que tout va bien, tandis que d'autres membres de l'équipage sont dans la cale à marchandise, délestent frénétiquement bagages et fret pour alléger le poids de l'appareil.

Voilà une métaphore judicieuse de l'état de l'économie aujourd'hui. Les financiers n'essaient plus de gonfler la bulle parce qu'ils savent qu'elle ne peut déjà plus supporter les dizaines de milliers de milliards de dollars de produits dérivés spéculatifs, de titres financiers sans valeur et de dettes irrécouvrables. Les sommes sont si faramineuses qu'on ne peut plus les quantifier, et les instruments si reliés entre eux qu'on ne peut plus les démêler.

L'oligarchie financière qui dirige le système sait qu'il est au bout du rouleau, mais elle voudrait en contrôler l'effondrement, en appliquant ses plans d'urgence à l'insu du public. La stratégie globale est de nature politique : transférer le pouvoir des gouvernements et des Etats à des structures d'entreprise et aux marchés financiers. Entretemps, on a recours à des tactiques financières destinées à cacher la faillite du système, à laisser fonctionner les banques et à maintenir le public dans l'ignorance.

Une partie de cette transition se fait à la vue de tous, sous forme

de mondialisation, cartellisation, dérégulation, privatisation et marchés « libres ». Une autre partie reste soigneusement secrète, par le biais d'activités hors bilan, comme les produits dérivés, et du monde ténébreux des banques de placement et autres fonds d'investissement privés.

Où sont les pertes ? Où sont les cas d'insolvabilité, les cessations de paiements ? Pourquoi ne voit-on jamais la débâcle d'une grande banque ? Seuls les petits poissons – y compris les détenteurs d'un crédit hypothécaire à risque – se font prendre, tandis que les gros, les Citigroup, Mogan Chase et autres, nagent tranquillement dans des eaux quasi illégales.

Un important élément de réponse est fourni par les hedge funds et les fonds d'investissement privés. L'une de leurs fonctions est d'acheter des sociétés en difficulté, ou leurs avoirs, afin de les empêcher de faire défaut sur leurs dettes. Pour permettre le remboursement des anciennes dettes, on accorde de nouveaux prêts, ce qui ne fait qu'accroître l'endettement. Le refinancement de cette dette est un des moyens de cacher la faillite et une des raisons d'être de ces fonds.

Les acteurs du marché le savent bien, comme en témoigne la montée fulgurante de l'échange de dérivés de crédit. S'ils ne se faisaient aucun souci, ils ne gaspilleraient pas ainsi leur argent.

Tout le système financier est devenu un jeu de gobelets, déplaçant l'argent d'un endroit à l'autre de plus en plus vite pour donner l'impression que le système est solvable, tout en dissimulant les pertes par des moyens de plus



Le système financier est devenu un jeu, digne du l'escamoteur de Jérôme Bosch.

en plus sophistiqués. La fusion d'institutions financières géantes et la consolidation des sociétés de matières premières sont présentées comme des moyens d'augmenter la compétitivité, alors qu'elles représentent des pas en direction du corporatisme fasciste.

En même temps, on a recours à la nouvelle technologie informatique pour mettre en place des mécanismes de surveillance générale, de type « big brother ». Il peut arriver que le gouvernement finance de tels systèmes, mais ils sont installés et exploités en grande partie par des intérêts privés, au sein d'un réseau de renseignement privé au service de l'oligarchie financière. Le modèle suivi est celui de la Grande-Bretagne qui est devenue un véritable Etat de surveillance avec des caméras et des informateurs partout, et un plan pour suivre tous les mouvements des voitures et camions.

Les médias, de plus en plus cartellisés eux-mêmes, nous disent que tous ces changements sont pour notre plus grand bien, pour que nous soyons plus compétitifs et plus sûrs, mais ce n'est pas vrai. En fait, nous assistons à la destruction de l'Etat-nation.

Telle est la stratégie politique adoptée par l'oligarchie financière face à la débâcle du système financier. Elle espère que cet effondrement entraînera dans sa chute tout le système d'Etat-nation, lui laissant le pouvoir, à elle et à ses cartels.

Les hedge funds qui semblent si puissants aujourd'hui ne survivront pas non plus. Ils ne servent qu'à faciliter la transition, camoufler la dette impayable et accélérer la consolidation. En même temps, leur pouvoir financier leur permet d'acheter de l'influence politique et d'empêcher le gouvernement d'intervenir pour sauver sa peau et celle de ses citoyens.

# Destituons Cheney ! Le LYM convainc les démocrates du Massachusetts

En arrivant à la Convention du Parti démocrate du Massachusetts, le 18 mai, la plupart des délégués s'attendaient à un débat routinier, ennuyeux, avec les têtes habituelles, quelques cheveux gris en plus. Ils ne prévoyaient certainement pas d'assister à un événement historique. Ils durent cependant changer d'avis en rencontrant à l'entrée des dizaines de jeunes qui les exhortaient à devenir actifs en leur présentant deux résolutions à signer.

L'une de ces résolutions préparées par le Mouvement des jeunes larouchistes appelait à la mise en accusation immédiate du vice-président Dick Cheney par le Congrès, et l'autre, à une réorganisation du système bancaire afin de protéger les citoyens contre l'éclatement de la bulle immobilière et hypothécaire. Des représentants des Démocrates progressistes d'Amérique faisaient également signer une pétition en faveur de la double destitution de Bush et Cheney.

En apprenant qu'il y aurait un débat sur les crimes de la Maison Blanche, les délégués étaient visiblement étonnés et les militants de base, ravis. Même réaction concernant la résolution sur le logement, tant il est clair que cette crise touche, directe-

ment ou indirectement, toutes les familles.

A la consternation des dirigeants qui voulaient imposer l'ordre du jour programmé, le LYM recueillit assez de signatures pour pouvoir soumettre formellement les deux textes à la Convention. Ironiquement, c'est Jim Roosevelt, petit-fils du président Franklin Roosevelt, qui, en tant que président de la commission des Règlements, fut chargé de les présenter. La résolution sur le logement dénonce d'abord l'ampleur des bulles financières, le gonflement des prix de l'immobilier et le danger d'expulsions et de saisies de logements, ce qui amena Jim Roosevelt à commenter, interrompant sa lecture : « Vous ne pensiez sans doute pas recevoir un cours de finance en participant à cette convention ». Il a particulièrement apprécié la phrase qui demande au Congrès fédéral d'adopter l'approche suivie par Franklin Roosevelt dans les années 30 !

Après lecture du texte, le débat s'ouvrit et Megan Beets, du LYM, fut invitée à défendre la résolution. « Autrefois, dit-elle d'emblée, le logement était l'endroit où vivait la famille, aujourd'hui, il est devenu un jeton de casino. La bulle du crédit hypothécaire éclate et des millions



La chorale politique du LYM à Boston, chante une marche funèbre pour Cheney.

de gens risquent de devenir des sans-abri. » Au moment du vote, les deux tiers des délégués approuvèrent la résolution. A cette annonce, les applaudissements se propagèrent dans la salle, les délégués prenant conscience d'avoir été personnellement impliqués dans un débat réellement fondamental.

**« Autrefois, le logement était l'endroit où vivait la famille, aujourd'hui, c'est devenu un jeton de casino. »**

La deuxième résolution, appelant à la destitution de Dick Cheney, a également été lue par Jim Roosevelt. Après avoir résumé les crimes dont le vice-président est accusé, elle appelle les élus nationaux à soutenir la résolution déposée à la Chambre par Dennis Kucinich, prévoyant la mise en accusation du vice-président. L'ayant lue à haute voix, Jim Roosevelt fit remarquer que le Parti devait

être audacieux, autant que l'avait été son grand-père.

Un représentant des Démocrates progressistes proposa ensuite de substituer la résolution de ce groupe (double destitution) à celle du LYM. L'auteur de cette dernière, Matthew Ogden, prit alors la parole, insistant sur la nécessité de destituer d'abord Cheney, de soutenir le texte de Kucinich et d'agir sans délai contre ce vice-président qui fomenta, en ce moment-même, une nouvelle guerre d'agression contre l'Irak.

S'ensuivit un long débat passionné sur le sujet. En fin de compte, la résolution finale convenue a été approuvée à une majorité écrasante. Entre les acclamations et les applaudissements à tout rompre, l'assistance scandait « Impeach Cheney, Impeach ! »

A la fin de la Convention, les gens commentaient qu'ils n'avaient jamais assisté à un débat aussi provocant lors de ces événements. « C'était passionnant, c'est tout à fait ce qu'il faut », entendait-on. Beaucoup félicitèrent Beets et Ogden pour leur courage. Nouvelle démonstration du succès de la méthode LaRouche ! ●

## ... Quatre puissances pour arrêter une guerre mondiale

Suite de la page 1 ▾

En outre, la main-mise de plus en plus forte sur les économies d'Europe et des Amériques, exercée par les hedge funds et fonds d'investissement spéculatifs off-shore, a déjà infligé tant de dégâts à la production physique que tout retard supplémentaire pour mettre en œuvre un changement fondamental aurait des conséquences extrêmement lourdes. De surcroît, les capacités productives de la planète sont en passe d'être réduites au nom d'escroqueries anti-scientifiques comme le « réchauffement climatique » ou les « biocarburants ».

Deuxièmement, la politique de guerre préventive, y compris nucléaire, est activement promue par le « parti de la guerre » de Washington depuis l'époque où Dick Cheney était ministre de la Défense de George Bush père, et elle ne vise pas seulement le prétendu « axe du mal » (Syrie, Iran, Corée du Nord). Les vraies cibles sont la Russie, la Chine et, dans une moindre mesure, l'Inde, soit les trois grandes puissances eurasiatiques. Les Etats-Unis et l'OTAN ont pris des mesures unilatérales qui sont de véritables provocations, telles que la décision de déployer des systèmes de défense anti-missiles en Europe centrale et dans les Balkans, ou encore le soutien accordé par Washington et l'UE aux « révolutions de couleur » dans tous les pays frontaliers de la Russie et les menaces d'attaque préemptive contre l'Iran. En fait, on assiste déjà à une « épreuve de force à l'envers », dans laquelle Moscou et Pékin se voient comme les cibles ultimes d'une nouvelle Guerre froide.

Troisièmement, l'assaut mené contre les Etats-nations par des intérêts financiers offshore dirigés depuis Londres, combiné à la politique de « choc des civilisations » promu par Bernard Lewis, du Bureau arabe britannique, instaure dans la plupart des nations une situation d'ingouvernabilité qui, un peu partout dans le monde, prend la forme de guerre asymétrique sectaire et locale.

Aux Etats-Unis également, la corruption du processus électoral, en autorisant les fonds spé-

culatifs à financer les candidats qu'ils ont choisis pour les élections présidentielles de 2008, de même que le regroupement de toutes les primaires dans les deux premiers mois de l'année prochaine, risquent de déclencher une grande colère populaire et le chaos social. L'effondrement de la bulle hypothécaire menace déjà de provoquer une vague d'expulsions et de saisies de logements, alimentant encore les troubles sociaux.

### ÉPREUVE DE FORCE AUTOUR DE L'IRAN

Dans ce contexte global, Dick Cheney et les intérêts londoniens qui le contrôlent entendent orchestrer une confrontation militaire avec l'Iran avant la fin du mandat du gouvernement Bush-Cheney. Suite aux dernières inspections, l'Agence internationale de l'Energie atomique a confirmé la mise au point par l'Iran de la capacité d'enrichir du combustible nucléaire. Son chef, Mohammed El Baradei, a appelé l'Occident à engager des négociations directes avec Téhéran en vue d'établir un régime d'inspection à même d'assurer que le programme nucléaire iranien ne serve pas à des fins militaires.

Reprenant les mêmes techniques de propagande qui avaient, à l'époque, convaincu le Congrès de la nécessité d'envahir l'Irak, le parti de la guerre autour de Cheney présente le programme nucléaire iranien comme un *casus belli*, justifiant une campagne de bombardements préventifs qui pourrait, en fin de compte, voir le déploiement d'armes nucléaires miniatures.

C'est dans ce contexte que Lyndon LaRouche a averti, le 24 mai, qu'il n'est plus possible d'éviter la confrontation par le biais d'un règlement habituel de la crise avec Téhéran, dans le cadre traditionnel des inspections de l'AIEA, du Traité de non prolifération ou des efforts diplomatiques européens, russes et chinois.

Pour LaRouche, seule une révolution dans les affaires mondiales, reposant sur une nou-

velle collaboration entre grandes puissances – notamment la Russie, la Chine, l'Inde et les Etats-Unis – permettrait d'éviter une confrontation asymétrique dévastatrice.

La bonne nouvelle, c'est que le président russe Vladimir Poutine a indiqué qu'il comprend cette situation et qu'il cherche un partenaire américain pour effectuer le changement nécessaire. Selon nos sources, au cours des funérailles de Boris Eltsine, Vladimir Poutine a fait part à l'ancien président américain Bill Clinton de son désir de collaborer avec une Amérique prête à revenir aux principes du président Franklin Roosevelt. Il a également témoigné son soutien au grand projet de construction d'un tunnel sous le détroit de Béring, reliant l'extrême orient russe à l'Alaska, et à l'intégration des économies eurasiatiques et américaine.

Reste à savoir si Vladimir Poutine trouvera un partenaire fiable dans cet effort pour éviter la guerre. Car seule une alliance ancrée à Washington et à Moscou serait à même de contrecarrer le pouvoir de l'oligarchie financière offshore, qui se manifeste à travers les activités des hedge funds et des fonds d'investissement privés qui pillent allègrement la richesse agricole et industrielle de l'Europe et des Amériques. Si la Chine et l'Inde soutiennent une telle alliance, de concert avec la majorité des pays plus petits du secteur en voie de développement, le monde pourra rapidement se détourner de la voie de la guerre, pour réaffirmer un système d'Etats-nations souverains, collectivement engagés à développer l'économie physique au profit des citoyens.

Tant que Dick Cheney restera au pouvoir, tout partenariat de ce genre est exclu. Mais s'il est écarté de son poste et remplacé par une personne compétente qui défende une telle alliance, alors il sera possible de réaliser la vision de Franklin Roosevelt pour un monde prospère, débarrassé du colonialisme et de l'impérialisme.

Voilà pourquoi le départ de Dick Cheney est stratégiquement si important. ●

## Cheney vulnérable sur tous les fronts

Malgré la lame de fond populaire exigeant le départ du vice-président Dick Cheney, les dirigeants démocrates refusent encore de s'attaquer directement à lui, notamment en lançant une procédure de mise en accusation (*impeachment*). De toute évidence, ils n'ont pas le courage d'affronter le pouvoir de chantage des intérêts qui le contrôlent, lui et toute sa clique.

A la Chambre des Représentants, la résolution déposée fin avril par le député Dennis Kucinich, contenant des chefs d'accusation précis contre le vice-Président, n'a recueilli jusqu'à présent que quatre parrainages. Pire, les démocrates ont fini par céder aux manœuvres d'intimidation de la Maison Blanche en retirant du projet de loi sur le financement des opérations en Irak, toute mention d'un calendrier de retrait des troupes américaines.

Un autre aspect sordide de Dick Cheney, qui fait rager la population américaine, ce sont ses relations avec Halliburton, le géant prestataire de services dont il était PDG avant de rejoindre la Maison Blanche et qui a profité scandaleusement de la guerre en Irak. La firme a maintenant décidé de fuir les Etats-Unis pour s'installer à Dubaï d'où elle entend s'inscrire à la Bourse des Emirats arabes unis !

De là, il sera d'autant plus difficile de la poursuivre en justice si jamais les différentes enquêtes au Congrès sur ses menées illégales devaient aboutir.

Si le vice-Président reste intouchable aux yeux des dirigeants démocrates, ils s'en prennent plus franchement au ministre de la Justice Alberto Gonzales. Jusqu'à présent, fidèle à la pratique dictatoriale de la Maison Blanche, ce dernier a refusé de coopérer avec les différentes enquêtes menées par les Commissions judiciaires de la Chambre et du Sénat. Il a notamment été démontré que son ministère embauchait et limogeait des procureurs fédéraux pour des raisons éminemment politiques et qu'il avait lui-même approuvé, alors qu'il était conseiller de la Maison Blanche, le programme illégal de mise sur écoute de citoyens américains.

Le 21 mai, une motion de censure à l'encontre d'Alberto Gonzalez a donc été déposée à la Chambre, suivie trois jours plus tard d'une résolution similaire au Sénat, co-signée par 28 élus. Si le dirigeant démocrate Harry Reid fait partie des sénateurs signataires, à la Chambre, la présidente Nancy Pelosi et le dirigeant du groupe démocrate, Stony Hoyer, n'ont pas signé la motion, qui a rallié entre-temps 117 partisans.

Lors d'une conférence de presse le 24 mai, le sénateur démocrate de New York Charles Schumer a estimé que le vote aurait sans doute lieu dans la deuxième semaine de juin. Quant à savoir si la résolution obtiendra les 60 voix nécessaires (sur 100) pour être adoptées, il a dit qu'il compte sur toutes les voix démocrates (51) et que six sénateurs républicains ont déjà appelé à la démission de Gonzales, tandis qu'une dizaine d'autres ont émis des critiques acerbes à son égard. Lors d'une interview le 20 mai, le sénateur républicain Arlen Specter, de la Commission judiciaire, estima que le ministre de la Justice démissionnerait avant que le vote ait lieu.

néanmoins, le président Bush, en pilotage automatique, continue à soutenir Alberto Gonzales. Si ce dernier méritait bien la censure, son crime le plus grave est qu'il se soit mis aux ordres de Dick Cheney pour imposer la politique de torture et autres mesures d'Etat policier. ●